

Éditorial

Sélectionner, trier, exclure : bis repetitum ?

On observe une particularité récurrente dès qu'il est question de Mai 68, à savoir l'impossibilité, à gauche comme à droite, de se mettre d'accord sur les ressorts et les prolongements fondamentaux de cet événement. Simple conflit générationnel au sein de la bourgeoisie, pour certains, véritable tentative de convergence des luttes pour d'autres, révolte sociale, révolte libérale, révolte des élites... Chacun semble avoir une idée de l'étiquette à apposer sur les pavés qui volaient à l'époque. En gros, Mai 68 : révolution sociale ou révolte élitiste ?

Si nous élargissons la perspective, force est de constater que Mai 68 est avant tout une manifestation locale et circonscrite dans le temps d'un bouleversement beaucoup plus vaste dans son ampleur et dont les expressions se retrouvaient un peu partout dans le monde. Cela était particulièrement le cas aux États-Unis où se mêlaient conflit générationnel des « baby-boomers », lutte pour les droits civiques des populations noires et opposition à la guerre du Vietnam, le tout sur fond de Guerre froide. Habitué des analyses sociologiques « en profondeur », l'historien Emmanuel Todd situe pourtant, à ce moment précis de luttes progressistes, l'émergence d'un nouveau paradigme d'inégalité, basé principalement sur le diplôme et destiné à réorganiser l'ensemble d'une société jusque-là plutôt égalitariste. « La Seconde Guerre mondiale avait été, pour la société américaine, un grand moment d'égalitarisme, peut-être même le symbole de l'arrivée à maturité de la démocratie sociale de Roosevelt. [...] C'est ainsi que, jusqu'à George Bush senior, les hommes politiques américains, issus ou non de l'establishment, avaient souvent derrière eux d'assez belles carrières militaires. Après lui, les journalistes d'investigation ont pu commencer à traquer les planqués de la guerre du Vietnam¹. »

Et de fait, l'une des premières manifestations concrètes de cette « sélection par le diplôme », encore largement inconsciente, fut le droit accordé aux universitaires de bénéficier d'un report d'incorporation. Ainsi, comme l'écrit l'historien américain Christian Appy, dans son livre *Working-Class War*, cité par Todd (p.298) : « L'image de l'activiste antiguerre qui dominait les médias [...] était celle de l'étudiant gauchiste (college radical). Pour les soldats d'origine ouvrière, "college" signifiait privilège. Indépendamment même de la guerre du Vietnam, l'étudiant soulevait chez eux un ensemble d'émotions profondes liées à l'appartenance de classes : le ressentiment, la colère, le doute sur soi-même, l'envie, l'ambition. » Un puissant antagonisme entre éduqué « supérieur » et éduqué « secondaire » est apparu à cette époque, avec pour moteur le sentiment du surdiplômé de pouvoir revendiquer « naturellement » un certain nombre de privilèges et de places dont l'accès sera refusé au moins gradé.

Pourquoi soulever cette question ? Dans le numéro précédent, nous évoquions l'actuel brouillage de repères entre la démocratie d'un côté et, de l'autre, toute une série de formations politiques fort à droite flirtant avec les lignes jaunes de l'acceptable et mobilisant habilement des valeurs jusqu'alors considérées comme progressistes, telles que la laïcité ou les droits des femmes. Or la nouvelle « stratification éducationnelle » de la société, pour reprendre les mots de Todd, opère une forme de basculement similaire à gauche où sont adoptées une série de valeurs à forte connotation inégalitaire qui y étaient encore étrangères il y a peu. Selon Thomas Frank, auteur de *Pourquoi les riches votent à gauche*, ce « progressisme de limousine » est caractéristique d'une série de gens « dotés de diplômes prestigieux ou simplement de diplômes d'études supérieures. Ce sont dans tous les cas ces cadres au col blanc, très bien payés, qui travaillent dans certaines industries que l'on appelle les "industries de la connaissance", de la culture ou des nouvelles technologies. Ils croient dur comme fer à la méritocratie [qui] signifie que les personnes en haut de l'échelle hiérarchique méritent leurs privilèges car "ils sont les meilleurs dans ce qu'ils font"². » Pour Frank, tout s'est précipité lorsque cette génération, celle des années 60, est arrivée au pouvoir. « Bill Clinton est leur leader et le clintonisme l'expression de cette génération qui embrasse "l'âge de l'information". L'élection de 1992, lorsque Clinton, un baby-boomer, a battu Bush père, un vétéran de la Seconde Guerre mondiale, est emblématique de ce basculement³. »

Conséquence politique : un divorce mutuel entre cette nouvelle gauche et son électorat historique qui se traduit par un boulevard offert à des personnages opportunistes comme Donald Trump. Conséquence culturelle et sociale : l'acceptation progressive de l'idée que le diplôme est le marqueur du mérite de chacun à occuper la place qu'il occupe, et tant pis pour ceux qui n'obtiendraient pas le précieux sésame. Quant à Mai 68, il n'est peut-être pas faux de considérer qu'il fut à la fois une des dernières tentatives sincères – et manquée – de faire se rencontrer les mondes intellectuel et ouvrier, et le point de départ d'un progressisme des privilégiés, véritable aubaine pour les populistes de tout poil.

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

¹ Emmanuel TODD, *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Paris, Seuil, 2017, p.297.

² Entretien avec Thomas Frank, *Le Figaro*, 27 avril 2018.

³ Thomas CANTALOUBE, « Thomas Frank : comment la gauche américaine a abandonné ses électeurs », *Mediapart*, 29 avril 2018.

Mai 68 :
révolution
sociale ou
révolte
élitiste ?



Barricades à Bordeaux en mai 68

La sécession des élites : catastrophisme éclairé ou prophétie qui s'autoréalise ?

Par Oliver Starquit

Mai 68 est souvent présenté et comme une révolte étudiante contre les mœurs bourgeoises et comme une volonté de s'en libérer. Alors que les flonflons de célébrations de son jubilé s'estompent, il est assez jubilatoire de constater aujourd'hui des velléités de sécession de ces mêmes élites bourgeoises.

« Barakis de kermesse », « chavs », « klooitjes-volk »¹, beaufs, chaque langue dispose de son arsenal sémantique pour se moquer effrontément du prolétariat blanc avec une volonté évidente de le diaboliser : « dès que la petite fille du mineur du Borinage ouvre un solarium, emménage dans un lotissement et passe ses vacances à Ibiza, elle devient une conne blonde dont on ne doit plus se préoccuper. Et si en plus elle commence à tenir des propos

xénophobes, ou simplement critiques sur l'immigration, on va encore moins se soucier d'elle² » soulignait David Van Reybrouck dans un entretien avec François Brabant. Il y soulignait aussi que la gauche était devenue très urbaine, très cosmopolite, très éduquée, très bienséante et totalement acquise à l'idée de société ouverte.

> suite p.6

C'est todi lès p'tits qu'on sprâtche !¹

Par Jenifer Devresse

Arrière toute ! Les lendemains de mai '68 ont sonné le coup d'envoi d'un patient démantèlement des systèmes de régulation des inégalités instaurés à la sortie de la guerre. Aujourd'hui, les filets de sécurité ont mué en filtres aux mailles toujours plus serrées : système scolaire et système d'assurance chômage « d'insertion » sont devenus complices dans un mécanisme bien huilé de renforcement et de légitimation des inégalités.

Les individus sont sélectionnés, triés, répartis dans des catégories hiérarchisées dès leur plus jeune âge... ou leur arrivée sur notre sol. L'exclusion est toujours plus précoce, plus radicale, plus définitive. En ligne de mire : les mal nés et les mal atterris, chair à canon au front des politiques d'enseignement et de chômage.

Yves Martens et Cécile Gorré m'ont fait le plaisir d'une rencontre pour nourrir cet article de leurs analyses

aussi critiques qu'engagées. Cécile Gorré est enseignante à Verviers et membre active de l'Appel Pour une École Démocratique (Aped), une association largement inspirée par les travaux de son chercheur et fondateur Nico Hirtt. Yves Martens est coordinateur au Collectif Solidarité Contre l'Exclusion (CSCE), acteur de terrain et incollable sur les questions de chômage.

> suite p.6

La fabrique des héros : apprendre à penser par soi-même

Une odyssée adolescente de 5 ans en vidéos, textes et photographies

Au départ, il y a le projet « Avoir 20 ans en 2015 » où Wajdi Mouawad, homme de théâtre, propose à cinquante adolescents provenant de différentes parties de la Francophonie de rêver, se poser des questions, développer des opinions propres, mesurer l'immensité du monde et ouvrir les horizons, écrire sa feuille de route et se dire qu'il est possible quoi qu'il arrive de traverser sa vie « en gardant intacte une forme d'enchantement et de joie » à travers cinq voyages différents chaque année.

Une vingtaine de jeunes Belges font partie de l'aventure. Tout au long de celle-ci, ils sont suivis par Chloé Colpé, chercheuse à l'Université Catholique de Louvain (UCL), qui, à l'aide d'observation, d'entretiens en face à face, et de participation directe aux activités du groupe, va mettre en perspective cette expérience singulière.

Tout ce matériau est réuni dans une exposition visible à la Cité Miroir dans l'Espace Rosa Parks et dans l'Espace rencontre de la Bibliothèque George Orwell, du 1^{er} au 28 octobre 2018. Vernissage le jeudi 4 octobre à 19h.

Visites animées gratuites pour les groupes scolaires (à partir de 16 ans) : infos et réservations auprès du Sips (04 223 62 82)

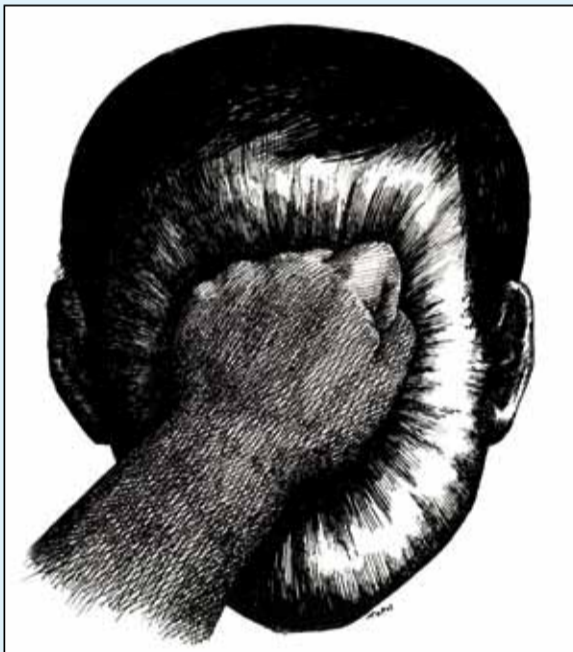
Un partenariat avec le Sips – planning des jeunes.

Ce projet « Avoir 20 ans en 2015 » est né des collaborations de l'UCL, La Fondation Mons 2015, Au Carré de l'Hypoténuse (France), Abé Carré Cé Carré (Québec), Théâtre de Namur, Le Manège (Mons), Le Grand T (Nantes), Les Théâtres départementaux de la Réunion et le Théâtre du Nouveau Monde (Montréal)



Suivre Charlie

Dessin, citoyenneté et liberté d'expression



Roland Topor, dessin paru dans Hara-Kiri, n°27, 1962 (droits réservés)

L'exposition interroge en 20 planches les notions de caricature, de laïcité, de censure et de liberté d'expression.

L'attentat du 7 janvier 2015 contre Charlie Hebdo a plongé la France, et pas qu'elle, dans la stupeur. Pour la première fois, une rédaction se voyait attaquée, des dessinateurs perdaient la vie parce que certaines de leurs caricatures avaient déplu.

Tous les dessinateurs de presse du monde ont, depuis cet événement, été amenés à réfléchir sur l'exercice de leur profession. Mais c'est, plus largement, toute la société qui a dû se reposer la question du vivre ensemble, de ce que recouvrent exactement la laïcité, la liberté d'expression, le droit à l'humour et à la caricature dans le monde d'aujourd'hui.

L'exposition retrace et met en contexte l'histoire d'Hara-Kiri et de Charlie Hebdo. De nombreux visuels illustrent le rôle souvent controversé du dessin de presse et de la bande dessinée. La question de la liberté d'expression y est abordée à travers des éclairages sur la notion même de caricature, sur l'histoire de la censure, sur les bandes dessinées de propagande, sur le mouvement *underground*.

L'exposition montre que les thèmes religieux ont toujours été très présents dans le dessin de presse et d'humour. Elle revient également sur les notions de blasphème et de laïcité

Exposition du 2 juillet au 6 septembre 2018 dans l'Espace rencontre de la Bibliothèque George Orwell

Cases et politique

Le jeudi 6 septembre à 19h, rencontre-dévernissage avec Thierry Groensteen, historien et théoricien de la bande dessinée, co-concepteur de l'exposition « Suivre Charlie ».

Un partenariat avec la Cité Internationale de la Bande Dessinée et de l'image (Angoulême)

Oyez, oyez ! Poésie insoumise : collecte d'objets poétiques et insoumis

« Parole levée, vent debout ou chant intérieur, elle [la poésie] manifeste dans la cité une objection radicale et obstinée à tout ce qui diminue l'homme, elle oppose aux vains prestiges du paraître, de l'avoir et du pouvoir, le vœu d'une vie intense et insoumise. Elle est une insurrection de la conscience contre tout ce qui enjoint, simplifie, limite et décourage. Même rebelle, son principe, disait Julien Gracq, est le "sentiment du oui". Elle invite à prendre feu. »

Jean-Pierre SIMÉON

Début 2019, dans la lignée de ses précédentes expositions « Bibliothèque insoumise » sur les livres et la musique censurés, la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire vous proposera une exposition sur la poésie insoumise. Et nous avons envie de la construire avec vous !

Que vous soyez poètes aguerris ou amateurs, du dimanche ou du quotidien, partagez avec nous votre vision de la poésie insoumise. Objets vieux, neufs, usuels, manufacturés, customisés, à l'état solide, liquide ou gazeux, produits de la nature ou de la main de l'homme (et aussi de la femme d'ailleurs !), images en tout genre*... apportez-nous votre objet (matériel) poétique et insoumis.

En pratique

Avant la fin novembre 2018, prenez

rendez-vous avec la Bibliothèque George Orwell (04 232 70 62, bibliotheque@territoires-memoire.be) pour venir déposer votre objet. Celui-ci ne doit pas dépasser le volume de 40 cm sur 40 cm sur 40 cm. Il sera accompagné d'une fiche descriptive reprenant vos nom, prénom, adresse, téléphone, email, « titre » de l'objet et des raisons pour lesquelles vous le considérez comme poétique et insoumis.

L'objet sera exposé dans les limites des possibilités physiques de l'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell et restera en prêt jusqu'à la fin de l'exposition. Les objets vous seront remis dans la quinzaine qui suit la fin de l'exposition.

*Nous mettons dans la catégorie « objets » les photographies, illustrations, gravures, etc.



En novembre 2018, Les Territoires de la Mémoire accueillent World Press Photo !

Du 10 novembre 2018 au 13 janvier 2019, les Territoires de la Mémoire accueillent la 61^e exposition du prix *World Press Photo* à La Cité Miroir à Liège. Ce prestigieux concours de photojournalisme est une vraie fenêtre sur le monde contemporain et toutes ses réalités. Impressionnantes, interpellantes, les 160 photos présentées nous dévoilent un instantané du monde tel qu'il est aujourd'hui.

Les photos présentées nous plongent au cœur d'actualités fortes de 2017 comme la guerre en Syrie, le massacre des Rohingyas au Myanmar ou les manifestations clivantes au Venezuela. Mais elles nous montrent aussi nombre de réalités contemporaines sur les modes de vie dans le monde, sur notre environnement ou encore sur nos sociétés. Ces images nous racontent des histoires poignantes où la vie est tantôt tragique, tantôt terrifiante mais aussi pleine d'espoir, de complicité et d'humanité.

Pour cette édition 2018, le jury du concours a récompensé le cliché du photographe vénézuélien Ronaldo Schemidt intitulé « *Venezuela Crisis* ». L'image, primée également dans la catégorie « Actualités », montre José Víctor Salazar Balza, 28 ans, prendre feu alors qu'il participe aux manifestations contre le président Nicolás Maduro à Caracas. Le jeune homme a été pris par l'explosion du réservoir d'une moto de la police. Il a survécu à l'accident malgré des brûlures au premier et second degré. « C'est une photo classique mais elle a une énergie et un dynamisme instantanés. Les couleurs, le mouvement, elle est vraiment bien composée, elle a de la force. J'ai directement ressenti de l'émotion en la voyant... » a déclaré Magdalena Herrera, présidente du jury, avant d'être complétée par une autre membre du jury, Whitney C. Johnson : « C'est assez symbolique, en fait. L'homme a un masque sur sa tête. Il ne représente pas seulement lui et lui en feu, mais plutôt une idée que le Venezuela est en train de brûler. »

Le prix *World Press Photo* est aujourd'hui une institution au niveau mondial et un rendez-vous annuel attendu. En 1955, un groupe de photographes néerlandais a lancé ce concours dans le but de montrer leur travail à un public international. Depuis, la *World Press Photo Foundation* a acquis une renommée mondiale et prestigieuse. Très impliquée dans le développement du photojournalisme, elle propose un concours annuel, ouvert à tous, qui incarne un événement devenu majeur au sein de la profession de journaliste et de photographe. Les photos de presse des lauréats sont choisies pour leur justesse et le message qu'elles délivrent sur le monde dans plusieurs catégories (environnement, sports, actualités, nature, populations, etc.). Elles acquièrent toutes, ou presque, le statut d'icônes et elles sont relayées par les médias du monde entier. L'exposition voyage ainsi dans 45 pays et elle est visitée par près de 4 millions de visiteurs chaque année.

La diversité est au cœur de cette exposition. Parmi les travaux à découvrir, on notera celui du photographe norvégien Espen Rasmussen. Il est allé à la rencontre de l'extrême droite américaine dans le cadre de sa série « *White Rage - USA* » (« Rage blanche - USA »). Interpellé par la montée de l'extrême droite aux États-Unis et en Europe, il souhaitait comprendre l'origine de la rage qui les anime. Ryan Kelly a, quant à lui, suivi la montée des tensions raciales en Virginie au moment de la décision de déboulonner la statue du Général Robert Edward Lee, icône des États confédérés lors de la guerre de Sécession. Tensions qui ont abouti à la terrible incursion d'une voiture fonçant dans la foule d'opposants au rassemblement d'extrême droite « *Unite the Right* » (« Unifier la droite »). Dans un tout autre registre, par son cliché « *More than a woman* » (« Plus qu'une femme »), 2^e prix dans la catégorie « Enjeux contemporains », Giulio Di Sturco a dévoilé les coulisses de l'industrie de la réaffectation sexuelle en Thaïlande. Il offre un regard compréhensif et intime sur la question du genre et de l'identité sexuelle.

En présentant cette exposition, les Territoires de la Mémoire cherchent à interroger le regard que nous portons sur notre monde, avec ses conflits, ses injustices, sa violence, mais aussi son humanité et sa solidarité. Il y est aussi question de la liberté de la presse, du rôle des images et du photographe dans notre société. Elle appelle surtout à s'informer et à s'engager face aux violences et aux atteintes aux droits humains.



Venezuela Crisis
© Ronaldo Schemidt, Agence France-Presse



The Battle for Mosul - Young Boy Is Cared for by Iraqi Special Forces Soldiers
© Ivor Prickett, for The New York Times



White Rage - USA
© Espen Rasmussen, Panos Pictures, VG

En pratique :

Du 10 novembre 2018 au 13 janvier 2019

à La Cité Miroir

22 place Xavier Neujean - 4000 Liège

Entrée : 7€/5€

Visite animée sur réservation : 25€ + entrée (20 pers. Max)

Informations et réservation : 04 230 70 50 – reservation@citemiroir.be

www.citemiroir.be

Démocratie et intellectuels

Entretien avec Galaad Wilgos

Journaliste, co-fondateur du Comptoir (<https://comptoir.org/>) et auteur-chroniqueur pour la revue Ballast (<https://www.revue-ballast.fr/>).
Trimeur à temps partiel, poète à temps plein



Gaëlle Henrard : Commençons peut-être par préciser le terme. Pour vous, qu'est-ce qu'un intellectuel ? Que recouvre cette catégorie ?

Galaad Wilgos : Question hautement épineuse qui interroge déjà les rapports complexes noués en Occident entre le corps et l'esprit, le citoyen et sa cité, entre le manuel et l'intellectuel, la philosophie et la politique, etc. Quand on pense à intellectuel, on pense immédiatement à l'affaire Dreyfus et à la mobilisation de Zola, Jaurès et d'autres personnalités reconnues pour leurs créations. C'est parce que l'une des définitions récurrentes de l'intellectuel est celle d'une personne ayant créé une pensée, une œuvre et qui prend part au débat public. Une autre est celle, assez triviale, désignant une personne qui lit beaucoup, se cultive, un « intello » comme on dit souvent dans le langage commun. Enfin, il y a les définitions plus sociologiques, les caractérisant comme une classe définie notamment par son niveau d'éducation – l'Intelligentsia, par exemple.¹

Pour ma part, je crois que le terme d'intellectuel est un mot flou, souvent pompeux et sans véritable définition – à l'instar de « moderne » – tout en désignant une réalité que l'on comprend spontanément en raison d'un certain sens commun. Castoriadis notait que si l'on désigne par là une personne qui utilise sa pensée pour produire des actes ou des idées, n'importe quel métier usant d'un savoir-faire (de l'avocat au menuisier en passant par l'agriculteur) pourrait être considéré comme un métier « d'intellectuel ». En revanche, s'il s'agit de viser une personne qui s'emploie à affirmer publiquement des opinions politiques, à critiquer sa société et ses fondements, note-t-il, il ne s'agit de rien de plus que la définition même du citoyen d'une démocratie. Dans mon article pour Ballast, j'ai donc repris la définition de Castoriadis, à savoir ceux qui « par l'usage de la parole et la formulation explicite d'idées générales, ont pu ou peuvent essayer d'influer sur l'évolution de leur société et le cours de l'histoire² », en sachant bien qu'elle demeure sommaire et réductrice, et que parler d'intellectuel, c'est sauter plus ou moins explicitement d'une définition à l'autre.

Gaëlle Henrard : Selon vous comment définir le point de rupture entre les milieux intellectuels et les « gens ordinaires » ?

Galaad Wilgos : Bernanos disait dans *Nous autres Français* que « la vanité de la richesse est moins vorace que l'orgueil du savoir³ ». Certains auteurs sont de bonnes boussoles en la matière, à commencer par Orwell. Bruce Bégout, dans son percutant essai sur la notion de « décence ordinaire », explique ainsi qu'il fustigeait les intellectuels, non pas en tant que bloc, mais parce que, séparés de la vie ordinaire, ils recherchent dans les idéologies totalitaires ou violentes un moyen de s'y rattacher, redonnant ainsi une certaine saveur à un réel aseptisé par leurs abstractions. Les intellectuels auraient en outre l'adoration du pouvoir, non pas pour ses avantages socio-économiques, mais pour sa capacité d'influer sur les événements. « Ce culte du pouvoir s'explique par la volonté de mettre en pratique sa soi-disant supériorité théorique en modifiant le réel. L'intellectuel est un être d'influence, il veut infléchir directement le cours des choses par ses conseils, ses analyses, ses convictions⁴. » Leur désir de pouvoir aurait donc pour cause leur déclassement : faute de pouvoir politique ou économique, ils voudraient s'en rapprocher pour qu'il aille dans leur sens – et ce, à terme, afin de « s'emparer du fouet ». C'est pourquoi ils démontrent si souvent un dédain pour les « vertus simplistes » des gens simples, considérés comme trop naïfs pour ces « réalistes ». La vérité, la liberté étaient autant de choses « irrationnelles » qu'il fallait donc détruire pour en montrer la fausseté. Mais là où les totalitaires niaient brutalement ces dernières, les post-modernes les déconstruisent aujourd'hui pour arriver au même résultat. Le scepticisme et le dogmatisme : deux faces d'une même pièce totalitaire selon Orwell.

Pour l'historien et anthropologue Emmanuel Todd, la vraie fracture ne se fait pas au niveau de l'économie mais

bien plutôt au niveau de l'éducation – même si les deux sont corrélés. Il en parlait déjà dans *Après la démocratie*⁵, et il insiste dessus depuis quelque temps : la massification des études supérieures a permis l'apparition d'une classe sociale dont le nombre permet désormais de vivre en vase clos. Alors qu'auparavant l'élite devait s'adresser aux gens simples pour exister socialement, cette augmentation du nombre de diplômés a créé une stratification où une élite de masse s'est repliée sur elle-même, quand, au même moment, ceux qui n'ont connu que l'enseignement obligatoire ont connu le même repli. Cela a abouti à un clivage entre élite et peuple dont on a pu voir l'accomplissement à l'occasion des débats sur les traités européens : en 1992 comme en 2005, les moins éduqués votaient non, quand les plus diplômés votaient oui et expliquaient en long et en large que les premiers ne comprenaient rien aux traités ou aux bienfaits de l'Union européenne. Cette analyse rejoint celle, émise des décennies plus tôt (1994) par un historien américain du nom de Christopher Lasch, qui avait alors parlé de « révolte des élites⁶ ». Alors que naguère, l'élite craignait la révolte des masses, il pointait du doigt un phénomène inverse : l'élite faisait sécession et jugeait de moins en moins utile de participer à la démocratie, considérée comme une foire d'empoigne où l'irrationnel des masses l'emportait. Le seul horizon du peuple : l'ascension sociale et l'égalité des chances afin de rejoindre cette caste – comme s'il ne s'agissait plus que d'un réservoir pour l'élite. Pour les autres, l'élite cultivée n'avait que mépris : « Les Américains du milieu, dans l'idée que s'en font ceux qui fabriquent l'opinion cultivée, sont désespérément minables, ringards et provinciaux, ils sont peu au fait des évolutions du goût ou des modes intellectuelles, ils sont obnubilés par la littérature de gare, les romans d'amour ou d'action, et abrutis par une surdose de télévision ». Elle a alors commencé à reléguer ces classes moins aisées aux coins sombres du conservatisme et de l'obscurantisme – au populisme, dirait-on aujourd'hui –, ceux qui n'étaient pas forcément enclins à accepter les bouleversements socio-économiques et culturels mis en branle inlassablement par ceux du dessus.

Mais bien avant lui, bien avant tout le monde en fait, Makhaiski est le premier à avoir théorisé l'émergence de cette « intelligentsia ». Il en parlait comme des « capitalistes du savoir⁷ », qui imaginaient leurs connaissances comme une rente dont ils se pensaient en droit de réclamer un revenu – puisé sur le labeur des travailleurs manuels. Il désignait ainsi chez les intellectuels marxistes de son temps une volonté d'utiliser les écrits de Marx non pour viser l'avènement d'une société libre et égalitaire, mais afin de remplacer la bourgeoisie classique comme celle-ci auparavant remplaça la noblesse. Ceux qui ne comprenaient pas Marx, dont ils étaient les interprètes, n'avaient pas voix au chapitre. Le capitalisme était critiqué par eux pour son irrationalité bien plus que pour les injustices qu'il générait – ils ne voyaient du reste aucun problème à faire subsister le travail industriel et ses aliénations. Cette intelligentsia qui prenait racine principalement dans la petite-bourgeoisie ne possédait pas les leviers du pouvoir, mais commençait déjà à se l'acquerir dans les faits : cette classe de travailleurs qualifiés et compétents (techniciens, scientifiques, ingénieurs, fonctionnaires,...), en alliance avec les notables intellectuels déjà en place (avocats, journalistes, écrivains,...), contrôlait et gérait toujours plus la vie sociale et économique sans pour autant en détenir les leviers effectifs. Plus tard, on parlera de bureaucratie, et des régimes soviétiques comme autant de pays où elle avait réussi, enfin, à remplacer la vieille oligarchie capitaliste – les travailleurs étant pourtant davantage dominés.

Gaëlle Henrard : Le peuple aurait donc moins besoin d'intellectuels pour s'émanciper que le pouvoir en aurait pour se légitimer ?

Galaad Wilgos : Encore une fois, si l'on suit la définition « politique » précédemment citée, ce n'est pas que le peuple a « besoin » d'intellectuels, puisqu'un intellectuel peut être à peu près tout le monde. Le peuple n'a pas « besoin » de personnalités chargées de théoriser sa

libération, puisque cela serait lui refuser son autonomie en chargeant une autorité extérieure de lui façonner ses idées. Le peuple a besoin de toutes les forces vives qui le composent, des intelligences qui le composent, des énergies qui le composent. Il a surtout besoin d'être composé d'individualités fortes, de citoyens politiquement vertueux : non pas au sens moraliste du terme, mais bien au sens où ils font preuve de vertus indispensables à la vie d'une démocratie (honnêteté, franchise, souci du bien commun, courage de ses opinions, acceptation de la contradiction, capacité à remettre en question les lieux communs et à se remettre en question, etc.). Plus que d'intellectuels, le peuple a besoin de héros, d'un héroïsme populaire et démocratique. Il a simplement besoin de devenir lui-même vecteur de sa propre autonomie, et cela ne peut passer que par la lutte émancipatrice : lutter pour son émancipation collective, c'est à la fois lutter pour son avènement et s'émanciper d'un même mouvement.

En m'intéressant de plus près au mouvement ouvrier et à certains courants en particulier – syndicalisme révolutionnaire, conseillisme, anarcho-communisme, etc. – j'ai remarqué qu'une constante traversait toutes ces radicalités : leur défense radicale de l'autonomie, de l'égalité, de la liberté collective, de la démocratie directe, de la lutte des classes, allait très souvent de pair avec une critique plus ou moins virulente des intellectuels. Certes, cela a pu parfois prendre des traits ouvriéristes et anti-scientifiques qui sont critiquables, mais le critère fondamental était une volonté farouche de cette frange du mouvement ouvrier de garder la maîtrise de la lutte et de ne pas se soumettre à un pouvoir séparé. Les intellectuels sont ainsi généralement vus comme des figures d'autorité cherchant à assoir leur pouvoir sur les ouvriers grâce à leur savoir, leur éloquence et leurs théories. Conscients que, comme l'affirmait le libertaire Robert Louzon, « le respect des Intellectuels est le seul préjugé que garde encore le prolétariat », ces critiques avaient donc pour but premier de maintenir l'autonomie du prolétariat, le défiant de trouver un nouveau maître en la figure de l'intellectuel. Il s'agissait par la même occasion de réconcilier pratique et théorie, là où trop souvent on a voulu appliquer à la politique une division du travail similaire à celle du capitalisme : d'un côté ceux qui théorisent, planifient, organisent ; de l'autre ceux qui exécutent sans trop poser de questions. La théorie révolutionnaire devait dès lors être le fruit de la pratique des travailleurs eux-mêmes (la véritable signification du slogan de la 1^{ère} Internationale détourné par Marlène Schiappa⁸). Du reste, l'histoire des révolutions n'est que ça : une succession d'inventions politiques créées par la créativité des masses. Bourses du travail, syndicats, coopératives, conseils ouvriers, toutes ces choses ne sont pas nées dans un *think tank* mais bien dans la pratique politique concrète et effective de milliers d'anonymes. La même chose s'applique au domaine des idées.

En ce qui concerne la légitimation du pouvoir, c'est une autre question au sujet de laquelle j'avoue ne pas être le plus compétent. Le pouvoir n'a pas toujours eu besoin d'intellectuels pour se légitimer, il avait aussi recours à la magie, à la religion ou à la force brutale. Mais dans les sociétés industrialisées, les populations sont toutes peu ou prou soumises à des États, donc des pouvoirs (comme la bureaucratie) à prétention rationnelle. Le capitalisme marchant par ailleurs main dans la main avec le développement techno-scientifique, l'intellectuel (cette fois-ci au sens sociologique du terme) et son savoir deviennent donc indispensables pour que le pouvoir se maintienne en place. Il lui accorde son savoir – il suffit de voir comment le génie humain a été employé pour perfectionner, rationaliser, scientifier les techniques à l'origine rudimentaire de la police, afin notamment de contrer la menace anarchiste au XIX^e siècle – mais aussi son aura et son talent. Il lui donne même une assise philosophico-politique, et ce depuis Platon comme l'a amplement démontré Hannah Arendt⁹. La propagande totalitaire comme la propagande capitaliste ont besoin de leurs techniciens, leurs savants, leurs artistes, leurs théoriciens. La publicité ne tiendrait pas une seule seconde sans les chercheurs qui la développent et la rendent toujours plus efficace. Et même dans nos oligarchies libérales, le pouvoir s'entoure d'in-



tellectuels afin d'asseoir sa légitimité « intellectuelle » – il suffit de lister tous les intellectuels médiatiques ayant soutenu Sarkozy avant, et tous ceux qui soutiennent Macron aujourd'hui, pour s'en apercevoir. Le conseiller du Roi est une figure qui depuis Platon marque l'histoire des penseurs. À partir du moment où l'on se croit détenteur d'une vérité mais qu'on ne dispose pas du pouvoir, quoi de mieux que de frayer avec ce dernier afin d'imposer ses opinions ?

Gaëlle Henrard : L'intellectuel a-t-il vraiment un pouvoir ? Quel serait-il ?

Galaad Wilgos : Il suffit de regarder le parcours des chefs d'État des grandes puissances (mais les petites n'y échappent pas) pour voir qu'hormis exceptions assez notables (dont je vous avouerais ne pas avoir connaissance), tous ont suivi des études supérieures. La même chose s'applique aux échelons plus bas de la politique : les parlements de pays comme la Belgique ou la France sont peuplés d'universitaires, de cadres, fonctionnaires, patrons d'entreprise ou de gens ayant exercé une profession libérale (généralement des avocats). Très peu d'ouvriers, d'artisans ou de chômeurs. Très peu de personnes qui n'ont pas suivi un parcours universitaire ou quelque chose de similaire. Est-ce que cela en fait des intellectuels au sens noble, critique du terme ? Non, bien évidemment. Mais cela dit tout du rapport au savoir aujourd'hui – et comment l'intellectuel est socialement légitimé au travers des diplômes, bien plus finalement que ses connaissances.

Comme le rappelle David Graeber dans son livre sur la bureaucratie¹⁰, il est aujourd'hui très difficile voire impossible d'exercer bien des métiers sans avoir acquis un diplôme. Alors que le métier de journalisme était souvent, dans le passé, une activité que l'on pouvait apprendre en la pratiquant, il est désormais illusoire d'imaginer entrer dans un journal sans avoir suivi un quelconque cursus supérieur – lorsque j'ai fait mon premier stage en journalisme, je sortais d'ailleurs du lot car je n'avais jamais fait d'études de journalisme ! Si la société industrielle s'est caractérisée par une rationalisation « sèche » du monde – son désenchantement aurait dit Weber –, et la quantification toujours plus poussée de la vie, il demeurerait encore des endroits à l'abri de cette transformation de tout en abstractions – chose que Marx, mais aussi les romantiques, associaient au capitalisme. Dans une économie de la connaissance, le savoir n'a jamais été autant un pouvoir. La haute complexité de ces sociétés – complexité qu'on a aujourd'hui tendance à transformer en fait de nature, alors que c'est en grande partie le fruit de décisions humaines – favorise le pouvoir des gens d'esprit, leurs maîtrises des abstractions, des concepts, des organisations. En cela, l'intellectuel baigne dans un environnement qui lui est bien plus familier qu'à ceux qui n'ont pas le même degré de connaissances ou de réflexions théoriques. « La complexité du monde moderne travaille pour l'intellectuel ; elle crée les conditions sociales de son recours. Son sens de l'organisation se trouve valorisé dans un univers où rien de simple ne peut s'effectuer¹¹. »

Selon moi, son pouvoir tient là, avant toute chose. L'intellectuel maîtrise mieux les outils créés par et pour la classe dominante : communication, droit, économie, administration. Sa formation et les réseaux qu'il a constitués durant celle-ci lui permettent de gérer ces domaines avec beaucoup plus d'efficacité et de facilité que les autres. Jean-Laurent Cassely, dans son enquête sur les surdiplômés ayant décidé d'opter pour un de ces commerces des centres urbains comme la boulangerie ou l'artisanat¹², explique d'ailleurs que ces prédispositions permettent à ces « néo-artisans » de s'imposer sur le marché à grand renfort de *storytelling*, de campagnes publicitaires innovantes, de *business plans* audacieux et d'autres talents inconnus de leurs prédécesseurs, le tout en bénéficiant de leur entourage venant généralement du même milieu social.

Gaëlle Henrard : Mais ne faisons-nous pas, vous comme moi, un peu partie de cette « caste d'intellectuels » ? Et quelle serait, d'après vous, notre marge de manœuvre pour amener du changement ?

Galaad Wilgos : Je ne sais pas si je fais partie de cette « caste d'intellectuels », comme vous dites... Mon parcours académique est pour le moins chaotique, je n'ai pas encore à ce jour écrit de livres, et je suis bien trop curieux que pour me contenter de ne fréquenter que les gens du même séraïl. Ma vie m'a conduit à fréquenter toutes sortes de milieux, et cela m'a en outre vacciné contre les poncifs sur l'éducation et la culture comme moyens d'émancipation, de liberté voire même d'égalité :

c'est bien parmi les personnes cultivées voire érudites que j'ai rencontré parfois le plus de volonté de puissance et de domination. À l'inverse, élevé par une mère d'origine humble qui n'a jamais fait d'études supérieures, ayant aussi fréquenté des gens simples, qu'ils soient pauvres ou moins pauvres, j'ai pu leur trouver des traits de caractère, des élans de générosité et des comportements moraux extrêmement admirables qui font que je les préférerais toujours au « monde des intelligents, des avancés, de ceux qui savent, de ceux à qui on n'en remontre pas, de ceux à qui on n'en fait pas accroire. Le monde de ceux à qui on n'a plus rien à apprendre. Le monde de ceux qui font le malin. Le monde de ceux qui ne sont pas des dupes, des imbéciles. Comme nous...¹³ »

Maintenant, il ne s'agit pas de nier l'apport fondamental des connaissances au développement d'une liberté de conscience réelle. L'ignorance est l'ennemie de la liberté tout autant que l'intellectualisme, la société actuelle crétinise massivement la population (notamment au travers du divertissement) et le développement de la démocratie est intimement lié au développement de l'esprit critique. Je ne nie pas par ailleurs une réalité objective : par mes lectures et même mes études, je suis détenteur d'un certain « capital culturel » – s'il faut reprendre le vocabulaire de Bourdieu – qui me met à part d'une grande frange de la population... Ne serait-ce que par mes centres d'intérêt qui, pour certains, sont clairement l'apanage d'une niche – à commencer par une certaine littérature exigeante. Cette distance involontaire me gêne souvent, et je reprends volontiers ce propos mélanco-lique de Bernanos : « je hais le peu que je sais dès que le savoir menace de m'éloigner des hommes au lieu de m'en rapprocher¹⁴. » On ne peut négliger, de surcroît, un fait avéré de notre temps : les diplômés font eux aussi, pour beaucoup et de plus en plus, partie de ce que certains sociologues ont qualifié de précaire. Pour ma part, je travaille en ce moment comme serveur pour survivre et mon cas est loin d'être isolé. Plusieurs de mes collègues sont eux aussi diplômés d'universités et je ne compte pas le nombre d'amis qui, malgré un voire plusieurs diplômes, sont au chômage, galèrent de CDD en CDD (ces fameux « jobs alimentaires ») ou doivent se contenter de *bullshit jobs* qui ont pour unique mérite de leur offrir une certaine stabilité économique.

La première question primordiale, pour reprendre les termes orwelliens de Jean-Jacques Rosat, c'est donc « comment, dans le monde moderne, chacun, même s'il est un intellectuel, peut rester un homme ordinaire, comment il peut conserver sa capacité de se fier à son expérience et à son jugement, comment il peut préserver son sens du réel et son sens moral¹⁵ ». Une question à laquelle je ne saurais répondre en quelques lignes ici... Mais qui permet d'offrir un début de réponse à la vôtre : un intellectuel, pour avoir un impact sur son monde, doit être partie prenante de ce monde, et donc chercher à agir en son sein en tant que membre de sa communauté, et non en tant qu'autorité surplombante. Ne pas se taire, mais affirmer ses opinions avec l'humilité démocratique d'accepter qu'il s'agit d'une doxa parmi d'autres, que le travail de conviction n'est pas un travail de domination, et qu'à la fin c'est le collectif qui tranche. Ne pas se retrancher dans son bureau pour y écrire, mais avoir le courage de se mêler aux luttes, aux gens ordinaires qui n'ont pas forcément le bon vocabulaire, les « bonnes idées », ou les mêmes passions, mais qui sont les seuls et uniques garants de la liberté.

J'en reviens à ce que je disais au tout début, à savoir que ce que nous avons tendance à qualifier d'intellectuel désigne en réalité bien trop souvent ce que devrait être un vrai citoyen. De surcroît, cela permet à des « ouvriers de l'esprit » de ne pas faire l'effort de se salir les mains – au sens littéral, en refusant des tâches manuelles, ou au sens littéraire en rechignant à rejoindre les luttes sociales qui l'entourent. Bien qu'ayant un immense respect pour le travail de bénédictin de certains chercheurs, tout en appréciant la lecture de bien des ouvrages, je crois profondément qu'il est bien plus aisé d'écrire sur la politique que d'oser en faire concrètement, en particulier quand il s'agit de s'engager pour des causes qui obligent à risquer ses privilèges, ses acquis, sa carrière. À ce niveau-là, parmi tant d'autres, j'ai un modèle : David Noble¹⁶. Cet historien au parcours académique impressionnant, a dû changer d'universités à de nombreuses reprises du fait de ses positions critiques et révolutionnaires au sujet du progrès technologique. Au lieu d'abandonner ses convictions sur l'autel des avantages que lui auraient offert le système académique s'il s'était soumis à la doxa dominante, il n'a cessé de prendre le parti des travailleurs et de pointer du doigt les rapports entre progrès du capitalisme et progrès technologique. Et loin de se contenter de ces positions intellectuelles, en soi déjà courageuses, il a tout au long de sa vie été actif au sein de collectifs de

travailleurs, de syndicats, apprenant d'eux tout autant qu'ils apprenaient de lui.

Car au final, tout révolutionnaire sincère doit réaliser qu'il n'y a pas meilleure théorie que celle qui évolue en symbiose avec une pratique politique, qui s'y enracine, et dès lors qu'il ne peut émanciper les gens à leur place, ou se développer hors du monde réel, concret, territorial et quotidien. Le sous-commandant Marcos, venu de cette tradition marxiste-léniniste de l'avant-garde éclairée, a bien vu l'inefficacité de cette stratégie quand il a cherché à établir sa guérilla révolutionnaire au sein des communautés indigènes du Chiapas au Mexique : ce fut un échec total. Ce n'est qu'en révisant de fond en comble, radicalement, ses postulats que lui et ses camarades se sont décidés à s'assimiler à ces communautés pour mieux les comprendre et les inciter à la lutte. Non seulement cela a été plus efficace, car un étranger même bien intentionné ne peut espérer faire triompher sa cause sans l'acceptation de la communauté, mais en outre il s'est rendu compte que les modes de vie communautaires des indigènes étaient au fond ce qui se rapprochait le plus d'un mode de vie socialiste – tout en étant un excellent levier, voire une arme très efficace, pour y arriver.

Manuel Cervera-Marzal appelait, dans un de ses livres, au suicide des intellectuels – un suicide symbolique évidemment – et il avait raison : le jour où cette catégorie disparaîtra, toute la charge positive qu'on lui confère pourra être généralisée à l'entièreté de la population, et l'on arrêtera de les opposer aux « manuels » ou aux « praticiens »¹⁷. Alors, il ne sera plus nécessaire de distinguer les intellectuels des autres, et ce débat aura perdu tout son sens.



1 <https://www.courrierinternational.com/article/2006/05/24/la-pensee-une-manie-francaise>.

2 Galaad WILGOS, « L'autonomie populaire contre l'intelligentia », in *Ballast*, Automne 2015, n°3.

3 Georges BERNANOS, *Nous autres Français*, Gallimard, 1939.

4 Bruce BÉGOUT, *De la décence ordinaire*, Allia, 2008.

5 Emmanuel TODD, *Après la démocratie*, Gallimard, 2008.

6 Christopher LASCH, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Climats, 1996.

7 Jan Waclav MAKHAŃSKI, *Le socialisme du savoir. Critique des capitalistes du savoir*, Textes choisis, traduits et présentés par Alexandre Skirka.

8 https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/06/15/quand-marlene-schiappa-prend-une-lecon-de-marxisme-par-son-pere_5315853_823448.html

9 Miguel ABENSOUR, *Hannah Arendt contre la philosophie politique ?*, Paris, Sens et Tonka, 2006.

10 David GRAEBER, *Bureaucratie*, Paris, Les Liens Qui Lièrent, 2015.

11 Bruce BÉGOUT, *op.cit.*

12 Jean-Laurent CASSELY, *La révolte des premiers de classe. Métiers à la con, quête de sens et reconversions urbaines*, Arkhé, 2017.

13 Charles PÉGUY, *Notre jeunesse*, 1910.

14 Georges BERNANOS, *Les enfants humiliés. Journal 1939-1940*, Gallimard, 1949.

15 Jean-Jacques ROSAT, « Quand les intellectuels s'emparent du fouet. Orwell et la défense de l'homme ordinaire », in *Chroniques orwelliennes*, 2004, consultable en ligne sur <http://books.openedition.org/cdf/2087?lang=fr> et publié dans *Agone 34. Domestiquer les masses*, 2005.

16 David NOBLE, *Le progrès sans le peuple. Ce que les nouvelles technologies font au travail*, Agone, 2016.

17 Manuel CERVERA-MARZAL, *Pour un suicide des intellectuels*, Textuel, 2016.

Précisément, il est judicieux de rappeler que cette notion de société ouverte par opposition à la société fermée a fait florès à l'occasion de la campagne présidentielle en France en 2017. Une telle présentation du terrain politique entre « d'un côté, un bloc "illibéral", chouan, "populiste" qui tirerait sa puissance des dispositions autoritaires et xénophobes imputées aux classes populaires [et de l'autre côté], un bloc transpartisan, ouvert, droite et "en même temps" gauche, dont la base sociale principale serait les classes moyennes urbaines, les intellectuels, les médias, les créateurs³ », présente l'avantage indubitable d'annuler le clivage droite-gauche, c'est-à-dire la question de l'exploitation et de la répartition des richesses.

Ce constat d'une révolte des élites avait déjà été posé il y a plus de vingt ans par le sociologue états-unien, Christopher Lasch, héritier du marxisme de l'école de Francfort (Theodor W. Adorno, Max Horkheimer, etc.) et lecteur de George Orwell, dans *La révolte des élites et la trahison de la démocratie* (Champs essais, Flammarion, 2007). Dans cet ouvrage certes consacré aux États-Unis mais aisément transposable aux pays occidentaux, Lasch anticipe l'évolution des classes favorisées avec une acuité visionnaire. D'après lui, « les nouvelles élites, c'est-à-dire "les personnes qui se situent dans les 20% supérieurs en termes de revenus", grâce à leurs richesses considérables et à la mondialisation, qui permet la mobilité totale des capitaux et des personnes les plus fortunées, ne vivent plus réellement dans le même monde que leurs concitoyens⁴ ». Pour les uns, un monde suspendu, pour les autres, la friche ou la jungle. Ce séparatisme social se manifeste notamment par une ségrégation territoriale (songeons aux processus de gentrification des centres urbains et de désaffectation des villes rurales avec les

prix de l'immobilier comme levier), l'évitement scolaire (comment ne pas penser aux stratégies mises en œuvre en France pour contourner la carte scolaire et aux cris d'orfraie qu'occasionne en Belgique le décret mixité) et l'exil fiscal (qui trahit et traduit un refus d'une partie de la population de financer le fonctionnement de la collectivité dans son ensemble).

Pour Lasch, cette révolte des élites est une « forme de guerre des classes dans laquelle une élite éclairée (telle est l'idée qu'elle se fait d'elle-même) entreprend moins d'imposer ses valeurs à la majorité (majorité qu'elle perçoit comme incorrigiblement raciste, sexiste, provinciale et xénophobe), encore moins de persuader la majorité au moyen d'un débat public rationnel que de créer des institutions parallèles ou "alternatives" dans laquelle elle ne sera plus du tout obligée d'affronter face à face les masses ignorantes⁵ ». La bourgeoisie qui constitue le cœur de ces nouvelles élites se définit moins par son idéologie que par un mode de vie qui la distingue du reste de la population. Puisqu'elle a les rênes du pouvoir, au financement des services publics, elle préfère investir son argent dans l'amélioration de ses ghettos volontaires (les gated communities, symbole de la privatisation de l'espace public).

Pour le dire autrement, Lasch pose l'hypothèse que ce n'est plus la « révolte des masses » qui menace désormais la vie démocratique, mais « la coupure de plus en plus prononcée entre le peuple et les "élites" ». Une coupure tant économique et matérielle qu'éducative et intellectuelle, dont résulte le repli sur eux-mêmes des privilégiés.

« Ce séparatisme social se manifeste notamment par une ségrégation territoriale. »

Ces derniers ne parlent plus qu'à leurs pareils, c'est-à-dire non seulement à ceux qui bénéficient d'un même niveau de richesses, mais également à ceux qui partagent le même niveau d'instruction⁶ ». Et cet isolement voulu n'est pas sans conséquences : « les idéologies politiques perdent tout contact avec les préoccupations du citoyen ordinaire. Le débat politique se restreignant la plupart du temps aux « classes qui détiennent la parole »,

devient de plus en plus nombriliste et figé dans la langue de bois. Les idées circulent et recirculent sous forme de scies et de réflexes conditionnés⁷ ». Ceux qui tiennent les plumes et les micros en circuit fermé se gaussent des gens qui ne sont rien et les dépeignent comme « frileux, "réacs", hostiles de façon primitive et irrationnelle aux réformes ainsi qu'à tout type de changement. Ils nous expliquent que s'ils votent « populiste », c'est parce qu'ils sont xénophobes, et

que s'ils votent mal aux référendums c'est parce qu'ils ne comprennent pas les questions⁸ ». Et dans cet ordre d'idées, il n'est pas étonnant de voir l'antienne de la méritocratie occuper le haut du pavé : idéaliser son règne et celui des experts laisse tout un peuple de côté.

Emmanuel Todd pose un constat assez analogue dans son dernier opus (*Où en sommes-nous*, Le Seuil, 2017) : « la démocratisation inachevée des études supérieures dans les pays occidentaux, au cours du dernier demi-siècle, a solidifié la fracture entre une caste de nantis sur le plan éducatif et un bloc de laissés-pour-compte, pour qui le parcours scolaire s'est arrêté autour de 18 ans⁹ ».



Clamer aujourd'hui que l'école reproduit – voire renforce – les inégalités sociales bien plus qu'elle ne les corrige relève davantage du poncif que de la provocation. Cependant, la question resurgit de manière plus criante encore depuis quelques années. Peut-être depuis que la question des migrants est venue s'ajouter à celle, en voie d'extinction linguistique, des « fils d'ouvriers » et autres reliquats d'une méritocratie aveugle.

Les enquêtes PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) initiées en 2000 et réitérées depuis lors tous les trois ans ont distribué quelques claques parmi les mauvais élèves de l'OCDE : entre autres, la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) et la Flandre se sont vues coiffer le bonnet d'âne, aux côtés de la France. En cause : des systèmes scolaires parmi les plus inégalitaires. Les écarts de performances scolaires entre élèves à 15 ans non seulement y sont considérables, mais surtout extrêmement corrélés à l'origine sociale, en particulier des élèves des milieux défavorisés et issus de l'immigration. Ce qui, n'en déplaise aux *afficionados* des théories d'une répartition sociale « naturelle » de l'intelligence, n'est pas nécessairement le cas dans d'autres contrées². Pas d'excuse à brandir de ce côté donc...

Si les critères PISA peuvent être critiqués, l'Aped propose une lecture originale de ses données, à la lumière de laquelle on mesure aisément les failles des nombreuses et bruyantes réformes de notre enseignement. Chez nous, la réponse politique à la ségrégation scolaire mise en évidence par le choc PISA s'est incarnée dans trois décrets successifs : « Inscriptions » (2007), « Mixité sociale » (2008), nouveau décret « Inscriptions » (2010). Aujourd'hui, les regards se tournent vers le Pacte d'Excellence. Mais malgré cette batterie de réformes, « nos scores PISA demeurent inchangés », note Cécile Gorré. Surprenant ?

Pour l'Aped, l'iniquité de notre enseignement résulte essentiellement de puissants mécanismes de ségrégation inscrits dans des caractéristiques structurelles de notre système scolaire. L'analyse dégage au moins quatre « indices » de ségrégation particulièrement marqués en FWB en regard de ses congénères européens : la sélection / orientation précoce des élèves dans des

filières hiérarchisées, le « quasi-marché » scolaire, la polarisation sociale des écoles en « ghettos » et la pratique du redoublement. Et un financement de l'enseignement primaire plutôt pingre.

Une « échelle de la honte »

À partir de la fin des années 1960, les promesses sociales de l'augmentation de l'âge et du taux de scolarisation ont été aussitôt annihilées par la différenciation de l'enseignement en trois filières (générale, technique, professionnelle). Comprenez : la sélection et l'orientation toujours plus précoce et définitive des enfants dans des filières extrêmement hiérarchisées dont on ne franchit les frontières qu'à sens unique. En dépit de dénégations politiques répétées qui font grincer Cécile Gorré : « les filières seront revalorisées lorsque nous trouverons des fils de médecin dans le qualifiant. » La filiarisation, c'est une « échelle de la honte » descendant jusqu'à l'enseignement dit « différencié », peuplé des « sans-CEB »³, où l'on retrouve les classes les plus pauvres, les migrants...

« Les élèves ne sont pas dans les filières qualifiantes [technique et professionnelle] par choix : ils y atterrissent au terme d'une série de relégations, complètement démotivés, stigmatisés par l'école dont ils ont été chassés et humiliés. Pourtant ils ne naissent pas cons ! », s'enflamme l'enseignante. « Les gens croient en l'égalité des chances, pensent que « si on veut on peut », mais cela revient à nier tout le contexte social, culturel, familial, la santé, les accidents de la vie... ». Comment alors compenser ces inégalités ? « Il faudrait un réel tronc commun, dès la maternelle. Le soi-disant tronc commun jusqu'en 2^e secondaire n'existe pas ! La sélection à l'école commence très tôt : dès le primaire, on prépare explicitement les enfants à une filière, et on relègue déjà des enfants dans le spécialisé ».

Quant aux politiques de lutte contre l'échec scolaire, « elles se limitent à la lutte contre le redoublement formel. Mais s'il n'est pas assorti d'une remédiation réelle et personnalisée, c'est une catastrophe : les élèves accumulent les retards et décrochent de plus

en plus tôt, voués à l'échec de la certification à 15 ans. Et ils le savent. La "remédiation immédiate" du Pacte d'Excellence n'est qu'un beau discours : elle nécessiterait davantage de moyens alors qu'au contraire il s'agit de rationaliser les coûts. Dans les faits, la remédiation est réservée aux gens qui ont les moyens de s'offrir des profs particuliers ». Vu comme cela, la lutte contre l'échec ne sert qu'à durcir une sélection déjà cruelle.

Pour l'Aped, la mixité sociale au sein des écoles et des classes est l'une des clés pour réduire ces inégalités. Les mesures politiques prises en ce sens sont soit biaisées, soit frileuses, soit arrivent beaucoup trop tard dans le cursus. « Il faut en finir avec les écoles ghettos », martèle Cécile Gorré. « Le problème est que l'école fonctionne comme un quasi-marché, qui explique à lui seul 34% des inégalités scolaires. Soumis à la concurrence et tenus de rationaliser les coûts, les établissements ont tendance à sélectionner leurs élèves, notamment par la pratique du minerval déguisé (coût des livres, des sorties culturelles, de l'équipement sportif, etc.). Réciproquement, sans réel incitant, les parents choisiront assez naturellement une école qui leur ressemble... Cette logique de réseaux conduit à reproduire les inégalités sociales en créant des écoles ghettos de riches et ghettos de pauvres ».

Pas d'éducation pour les pauvres !

L'école permet ainsi de trier les enfants dès leur plus jeune âge. Un triage plus radical encore grâce au Pacte d'Excellence, prévoyant la fusion de l'enseignement technique et professionnel, garantie d'un enseignement parfaitement dual : d'un côté une filière de « transition » vers une école supérieure, de l'autre une filière « qualifiant » pour un métier. Avec des effets glaçants : « Aujourd'hui les élèves de 6^e technique ont encore droit au CESS⁴. En pratique, la fusion bloque l'accès des élèves de technique au CESS, et donc aux études supérieures pour l'ensemble du qualifiant ». Quant à la formation en elle-même, « la fragmentation par unités d'apprentissage (CPU) permet d'arriver en fin de 6^e sans réussir aucun des cours généraux, sans aucune possibilité de se rattraper si ce n'est une 6^e

Et pour revenir à l'exemple cité par David Van Reybrouck, « les classes moyennes bourgeoises, éduquées, universalistes ne veulent pas comprendre les problèmes concrets que l'immigration pose aux milieux populaires dans une période de désintégration industrielle, de chômage de masse¹⁰ ».

Ainsi, se plonger dans l'ouvrage de Lasch permet de saisir la séquence politique actuelle, caractérisée par un rejet des élites par les classes populaires engendré lui-même par le repli des élites. Et donc, « ne se reconnaissant pas dans le type de société promise par ses élites, les classes moyennes rejoignent les classes populaires, déjà entrées en révolte [...]. Après avoir grossi les rangs de l'abstention, les classes populaires des deux côtés de l'Atlantique ont décidé de « voter mal ». Si elles ne sont pas toujours en mesure d'imposer leurs choix politiques, elles ont compris qu'elles avaient la capacité de sanctionner leurs dirigeants¹¹ ». Le TCE, le Brexit, l'élection de Trump peuvent être lues à l'aune de cette grille de lecture.

En guise de remède, Christopher Lasch préconisait le retour à une lecture classiste de la société et il voyait également dans « le populisme à la fois un mode de contestation du capitalisme, mais également un retour au républicanisme caractérisé par un attachement aux traditions et aux vertus de la communauté, une défense de l'autonomie des individus et un certain sens des limites¹² », sans oublier de rétablir des institutions permettant un vrai débat pluraliste.

Ainsi, l'analyse prémonitoire de Christopher Lasch prend la forme d'une sorte de catastrophisme éclairé qui prône le pire pour éviter qu'il n'advienne, en espérant qu'il ne soit pas trop tard.



- 1 Chavs, en anglais : « la racaille » ; *klootjesvolk*, en néerlandais : littéralement, « le peuple testiculaire ».
- 2 François Brabant, « David Van Reybrouck : il faut d'urgence se rappeler l'humanisme et l'universalisme », mars-avril 2018, <http://www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article2460>.
- 3 Serge Halimi, « Préface », in Thomas Franck, *Pourquoi les riches votent à gauche*, Agone, 2018, p. XXI.
- 4 Kevin Boucaud-Victoire, « Pour comprendre le moment populiste actuel, il faut lire Christopher Lasch », 19 février 2017, <http://www.slate.fr/story/137267/montee-populisme-lire-christopher-lasch>.
- 5 Christopher Lasch, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Champs Essais, Flammarion, 2007, p.32.
- 6 Coralie Delaume, « La sécession des élites ou comment la démocratie est en train d'être abolie », 2 avril 2018, <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/04/20/31003-20180420ARTFIG00185-la-secession-des-elites-ou-comment-la-democratie-est-en-train-d-etre-abolie-par-coralie-delaume.php>.
- 7 Christopher Lasch, *op.cit.*, p.89.
- 8 Coralie Delaume, *op.cit.*
- 9 François Brabant, « Emmanuel Todd : l'université entretient le conformisme et organise les inégalités », novembre-décembre 2017, <http://www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article2403>.
- 10 *Idem.*
- 11 Kevin Boucaud-Victoire, *op.cit.*
- 12 *Idem.* (Le terme « populisme » doit ici être entendu en regard du contexte américain et se réfère au mouvement populiste historique de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle qui marqua grandement la conscience politique américaine, NdlR).

« Je fais référence à un "libéralisme des riches". C'est une politique de gauche qui s'est largement affranchie de toute empathie pour la classe ouvrière américaine. Elle a beaucoup d'empathie pour les personnes malheureuses qui sont loin. Elle croit profondément que les discriminations, quelles qu'elles soient, c'est pas bien, c'est pas bien, c'est pas bien. Mais elle rejette sans cesse les préoccupations de la classe ouvrière ici, à la maison, c'est-à-dire aux États-Unis, et les regarde comme les problèmes inévitables des personnes non éduquées. Pour le "progressisme de limousine", la mondialisation est inéluctable, les syndicats sont obsolètes, rien ne peut être fait pour les travailleurs, sauf s'ils obtiennent un diplôme dans une très bonne université. »

(Entretien avec Thomas Frank dans *Le Figaro*, 3 mai 2017)



complémentaire... non subsidiée. Et voilà les élèves sortis de l'école sans CESS, sans rien ».

Parlons-en, de cette formation. « Vous devriez voir la pauvreté des programmes », déplore Cécile Gorré. « Toujours plus utilitaristes, plus pratiques ; même les cours généraux sont orientés vers un métier ». L'argument est classique : nul besoin de dispenser des savoirs à l'heure d'internet. « Mais il y a une fameuse différence entre trouver une info et construire un savoir ! », s'insurge l'enseignante. « Visiblement, on s'en fiche qu'un coiffeur ait l'esprit critique. J'aimerais, moi, que tous les enfants puissent avoir ce que les miens ont : une ouverture culturelle. Mais cela ne fait pas partie des "programmes"... Quel mauvais pari sur l'avenir ! ».

Fournir du prêt-à-l'emploi

Pourquoi cette régression ? Simple : l'école est de plus en plus livrée aux logiques de marché, quand elle devrait en être le dernier bastion vierge. Avec au moins deux conséquences fâcheuses. Premièrement, on y importe des méthodes managériales issues du secteur privé. Un exemple ? « Le Pacte d'excellence impose à chaque école des contrats d'objectifs chiffrés, avec des sanctions lourdes en cas de non-respect. En contrepartie : une gestion "autonome", peu importe les moyens que l'école met en œuvre pour parvenir à ces objectifs. Or ces méthodes made in USA, on en connaît malheureusement les dérives... Une pression énorme sur les enseignants et sur les élèves, une sélection accrue, la tricherie, l'appauvrissement des cours... Et une réduction des coûts, incitant par exemple à diminuer la qualité de la nourriture à la cantine ou à sous-payer les profs... ».

Deuxièmement, on assiste à une instrumentalisation croissante de l'enseignement qualifiant par et au service des entreprises. Faisant fi d'une éducation peu utile à l'emploi, on vise une école plus en adéquation avec le marché du travail. C'est-à-dire concrètement

soumise aux attentes des employeurs. « Comme si l'école allait créer des emplois », soupire Cécile Gorré. « Le problème n'est pas la formation, nos élèves sont même trop qualifiés pour les emplois qui les attendent réellement ». Mais en attendant, « l'entreprise a la mainmise sur nos programmes et on n'a plus de liberté pédagogique. Exemple parmi d'autres, la création de "bassins de vie socio-économique" en Wallonie implique directement les entreprises dans la détermination des formations disponibles dans telle ou telle région, à partir d'une analyse des "besoins" du bassin ». L'idée n'étant pas de former des citoyens, mais

du prêt-à-l'emploi. Selon l'Aped, il s'agit bien de vendre les élèves au plus tôt (aujourd'hui en apprentissage dès 15 ans) à des entreprises privées ; or les employeurs ont davantage besoin de techniciens que d'universitaires... Que l'on se méfie : les esprits fonctionnalistes et les mauvaises langues pourraient bien voir là un renforcement utile des inégalités scolaires.

Allocataires d'insertion : une espèce en voie de disparition

Qu'advient-il alors de ces jeunes gens, mal nés ou mal atterris, aussitôt triés, déclassés, éliminés par une machine scolaire qui les recrache sans armes et à prix soldés sur un marché de l'emploi sans emplois ? Que leur reste-t-il comme option pour « s'intégrer », malgré tout ? Un pis-aller baptisé « allocations d'insertion » auquel on peut prétendre à la sortie des études, au terme d'une période de « stage » non indemnisée⁵. Soit un filet de protection sociale qui permet, le temps d'un délai, de bénéficier dans des conditions qu'on voudrait décentes d'un accompagnement, d'information, de formations, d'aide à l'embauche, etc. censées compenser *in extremis* les défaillances de l'éducation et les étalages vides de l'« offre » d'emploi⁶. Seulement voilà, comme nous le verrons dans la seconde partie de cet article, les laissés-pour-compte du système scolaire sont aussi ceux qu'on entend aujourd'hui évincer de la protection sociale. Pour Yves Martens, « depuis 2004

et la mise en œuvre de l'activation du comportement de recherche d'emploi, on assiste à un démantèlement progressif du système d'insertion. Présentées comme des mesures d'inclusion, les dernières mesures ne sont rien d'autres que des mesures d'exclusion, visant particulièrement les plus faibles et les plus précarisés. Des mesures aussi injustes que contre-productives », ajoute-t-il.

Nous verrons dans le prochain numéro comment cette inclusion se révèle à bien des égards particulièrement « excluante ».

« L'inégalité a sa machinerie. Les individus réels sont évalués, triés, assignés, comme dans les œuvres d'anticipation de Young ou de Huxley, par des institutions concrètes, ces systèmes d'enseignement dont la fonction principale n'est plus l'émancipation mais le classement et l'orientation. »

(Emmanuel TODD, *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Seuil, 2017, p. 299)

« Je m'inquiète pour les élèves et la société de demain. Avec quels outils vont-ils voter ? »
(Cécile Gorré)

- 1 Wallon intraduisible. Littéralement : « c'est toujours les petits qu'on écrase ».
- 2 Dans d'autres pays, le lien entre performances scolaires d'un côté et immigration ou origine sociale de l'autre est jusqu'à deux fois moins fort.
- 3 Certificat d'études de base délivré en fin de parcours primaire.
- 4 Certificat d'études secondaires supérieures.
- 5 En Belgique, les allocations de chômage sont octroyées soit sur base du travail soit, lorsque l'on n'a pas suffisamment travaillé pour obtenir ce droit, sur base des études (« allocations d'insertion »).
- 6 N'y eût-il pas un temps, pas si lointain, où c'était le travailleur qui « offrait » sa force de travail ?

« Fils à papa » et « fils de pauvres »¹ : des relations entre les mondes étudiants et ouvriers en 68

par Maite Molina Marmol

Si l'on évoque et commémore généralement « Mai 1968 », il apparaît que cet événement s'inscrit dans une chronologie et un contexte plus larges. Correspondant à une révolution culturelle ayant affecté la plus grande partie du monde occidental industrialisé entre 1965 et 1975, ce mouvement est caractérisé par le refus de l'autorité institutionnelle ainsi que la revendication de la libre disposition de soi².

Une autre de ses particularités est qu'il a été porté par une jeunesse scolarisée, rompant ainsi avec la dynamique classique des conflits du capitalisme industriel dans lesquels les révoltés, issus de la classe ouvrière, s'opposent aux défenseurs de l'ordre social, au rang desquels figurent les bourgeois³. En 1968, ce n'est que dans un second temps que la contestation touche le monde ouvrier et ce de manière assez marginale, excepté en France et en Italie où la gronde entamée par les étudiants se poursuit dans les usines dans l'intention de « transformer la condition ouvrière⁴ ».

C'est néanmoins dans le cadre du contexte italien que Pier Paolo Pasolini rappelle à la jeunesse étudiante, porteuse du mouvement, qu'elle est elle-même majoritairement issue de la classe moyenne et bourgeoise dont elle conteste le pouvoir et l'autorité. Face à elle, il réhabilite ceux qui, bien qu'officiant pour l'institution policière avec laquelle il est en désaccord, « représentent l'autre classe sociale » :

« Quand hier à Valle Giulia vous vous êtes battus
Avec les policiers,
Moi j'ai sympathisé avec les policiers
Parce que les policiers sont des fils de pauvres,
Ils viennent des sous-taudis des campagnes ou des villes »⁵

À partir de cette déclaration prenant – de manière surprenante et volontairement choquante – à contre-pied les ambitions du mouvement et le positionnement de ses acteurs, il paraît opportun de revenir sur l'idée, sinon communément répandue, en tout cas défendue par certains, d'une « rencontre entre deux mondes » répondant au projet soixante-huitard de « sortir des identités assignées⁶ ».

Il reste à préciser que les quelques travaux considérés ici concernent essentiellement les situations françaises et belges, alors que peuvent être distingués un « Mai 68 (court, essentiellement étudiant et plutôt pacifique) et un « mai rampant italien » (long, plus ouvrier, marqué par la violence puis le terrorisme)⁷ ». Une perspective davantage axée sur le contexte italien amènerait donc sans doute un complément nécessaire à ces premières considérations.

Quels échanges entre étudiants et ouvriers ?

Les mouvements de contestation et la revendication d'une prise de parole traversent sans conteste le monde ouvrier dans ces années. Comme l'expose Xavier Vigna, les grèves ouvrières des mois de mai et juin en France constituent un mouvement d'ampleur qui s'étend géographiquement à tout le territoire national et mobilisent sept millions de salariés, dont la moitié d'ouvriers travaillant dans tous les secteurs de l'industrie. L'auteur y voit le point de départ d'un « cycle d'insubordination » qui se prolonge jusqu'en 1979⁸.

Dans ce contexte, des échanges ont effectivement lieu, qui voient de jeunes ouvriers se rendre dans les universités occupées et, dans un mouvement inverse, des étudiants se présenter aux portes des usines pour y rencontrer la classe ouvrière. L'intervention des forces de l'ordre à l'usine de Renault-Flins (Yvelines) le 6 juin 1968 est généralement invoquée comme le moment de cristallisation de cette jonction entre des ouvriers menacés d'expulsion et des étudiants de la Sorbonne qui font le déplacement pour les rejoindre dans leur lutte.

Certains affirment ainsi le caractère exceptionnel d'un « passage de frontières et [d'un] décloisonnement de l'espace social qui ont marqué le moment 68 », voire d'un « métissage » des luttes dans lesquelles ont également tenu un rôle les comités d'action « mixtes » qui voient alors le jour un peu partout en France⁹.

Force est pourtant de constater le caractère transitoire de cet affranchissement des barrières sociales, qui ne dure que quelques jours¹⁰. En 1968, ouvriers et étudiants se sont effectivement rencontrés, ils ont discuté et se sont même unis dans le cadre de luttes ponctuelles, mais ils semblent globalement s'être davantage livrés à un chassé-croisé qu'à la mise en place d'un échange pérenne et en profondeur.

Par ailleurs, au-delà de l'affirmation d'un épanchement de la contestation étudiante vers le monde ouvrier, on peut suivre Rik Hemmerijckx lorsqu'il évoque la situation en Belgique et s'attache à rappeler que si les étudiants ont joué un rôle prépondérant dans les protestations des années 1968 et postérieures, certaines couches ouvrières avaient développé leurs propres façons de contester, reposant sur des grèves spontanées, la création de comités ouvriers autonomes ou encore la critique de l'action syndicale¹¹.

Une vision de l'intérieur

Dans une critique sévère de l'héritage du mouvement de 1968 qui a fini par « changer la vie sans changer l'État », Régis Debray avait déjà remis en question la possibilité d'une concordance de vues entre ceux voulant « être » mieux (les étudiants) et ceux voulant « avoir » plus (les ouvriers)¹².

Il ne s'agit cependant pas ici de s'inscrire dans la postérité de ces luttes pour interroger ce qui en a été fait ou en faire le bilan, mais de tenter de mettre en perspective les conditions de possibilité de la rencontre entre ouvriers et étudiants à l'aune d'expériences particulières, ancrées sur le terrain mais minoritaires : celles portées par les « établis », ces militants intellectuels qui, à partir de 1967, se faisaient embaucher dans les usines dans l'objectif de « faire du travail d'organisation dans la classe ouvrière. Pour contribuer à la résistance, à la lutte, à la révolution »¹³.

Parmi les témoignages les plus connus de ces immersions dans la réalité et le quotidien de l'usine, celui de Robert Linhart laisse un récit éloigné des images de rencontres enchantées et d'identités glorifiantes :

« À l'extérieur, l'"établissement" paraît spectaculaire, les journaux en font toute une légende. Vu de l'usine, ce n'est finalement pas grand-chose. Chacun de ceux qui travaillent ici a une histoire individuelle complexe, souvent plus passionnante et plus tourmentée que celle de l'étudiant qui s'est provisoirement fait ouvrier. Les bourgeois s'imaginent toujours avoir le monopole des itinéraires personnels. Quelle farce ! Ils ont le monopole de la parole publique, c'est tout. Ils s'étaient. Les autres vivent leur histoire avec intensité mais en silence. Personne ne naît OS ; on le devient. D'ailleurs, ici, à l'usine, il est très rare qu'on désigne quelqu'un comme "l'ouvrier qui...". Non. On dit "La personne qui travaille à la soudure", "La personne qui travaille aux pare-chocs". La personne. Je ne suis ni "l'ouvrier" ni "l'établi". Je suis "la personne qui travaille aux balancelles". Et ma particularité d'"établi" prend sa place anodine dans l'enchevêtrement des destins et des cas d'espèce¹⁴. »

1 D'après les expressions de Pier Paolo Pasolini s'adressant aux « *figli di papà* » qui manifestent en 1968, pour leur communiquer sa sympathie pour les « *figli di poveri* » qui leur font face, parmi les rangs des forces de l'ordre. Pier Paolo Pasolini, « Le PCI aux jeunes ! », in *L'Espresso*, XIV, n°24, 16 juin 1968.

2 Marc Jacquemain, « Que faire de Mai 68 », *Espace de libertés – Esprit subversif, es-tu là ?*, n°468, avril 2018, pp.34-37.

3 *Ibid.*

4 Xavier Vigna, « Les grèves ouvrières de 1968 : le début d'une insubordination », *Lava*, n°4, pp. 5-15.

5 Pier Paolo Pasolini, *op. cit.*, cité dans « Bestiaire bruyant », *Vacarme*, 2015/1, n°70, pp. 174-191.

6 Pierre Jassogne, « En finir avec 68 », *Espace de libertés – Esprit subversif, es-tu là ?*, n°468, avril 2018, pp. 59-62.

7 Xavier Vigna, *op. cit.*

8 *Idem.*

9 Pour reprendre le titre de l'article de Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel (« Les rencontres improbables dans les « années 1968 » », *Vingtième Siècle*, n°101, 2009/1, p. 163-177) et l'expression de Bernard Pudal et Jean-Noël Retière (« Les grèves ouvrières de 68, un mouvement social sans lendemain mémoriel », Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions Ouvrières, 2008, pp. 207-221), cités tous deux dans Julie Clarini, « Étudiants et ouvriers ont-ils fait la jonction en Mai 68 ? », *Le Monde*, 16 mars 2018, [en ligne] https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/03/16/etudiants-et-ouvriers-ont-ils-fait-la-jonction-en-mai-68_5272223_3232.html

10 Comme en fait mention Xavier Vigna lui-même, *op. cit.*

11 Rik Hemmerijckx, « Mai 68 et le monde ouvrier en Belgique », Anne Morelli et José Gotovitch (dir.), *Contester dans un pays prospère. L'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Bruxelles, P.I.E. Pieter Lang, 2007, p. 135-152.

12 Régis Debray, *Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Paris, Maspero, 1978, cité dans Bernard Cassen, « Mai 68, berceau de la nouvelle société bourgeoise », *Manières de voir. Le monde diplomatique*, 91, janvier-février 2007, pp. 81-82.

13 Robert Linhart, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978, p.

14 *Ibid.*, pp. 80-81.

Clara Zetkin : Au club des femmes musulmanes, [1926], éditions LitPol

par J. P.

Le journaliste bruxellois Erik Rydberg inaugure les éditions LitPol par la réédition d'un petit texte d'une figure incontournable, quoiqu'oubliée, du mouvement de libération des femmes au XX^e siècle : Clara Zetkin.

Dans une traduction revue, annotée et commentée par l'éditeur, *Au club des femmes musulmanes* nous laisse à voir le quotidien de femmes orientales dans la Géorgie soviétique de 1924, ainsi que leurs espoirs quant à une transformation émancipatrice de leurs conditions sociales. Zetkin explique : « Pour elles, c'est un tournant dans leur vie. C'est que les lois soviétiques ont

aboli toute domination de l'homme sur la femme et n'accordent aucune prérogative à un sexe sur l'autre. [...] Jusqu'à présent, cependant, les espoirs de la plupart des femmes musulmanes conscientisées se heurtent à des préjugés d'un autre temps. [...] Les camarades de Tiflis [Tbilissi, Ndlr], hommes et femmes, en sont arrivés à la conviction qu'il fallait mettre en place une zone tampon faisant sas entre, d'un côté, la vie cloîtrée de famille et, de l'autre côté, les salles de réunion et de libération. [...] Convaincus d'expérience que la reconstruction révolutionnaire de la Géorgie serait chose impossible sans le concours et plus encore sans la coopération massive des femmes musulmanes, ils ont, en organisant le club des femmes musulmanes, créé cet outil. »

Au club des femmes musulmanes est un court texte qui apporte un éclairage historique particulier sur des questions toujours contemporaines, telles que l'émancipation, l'intégration et la rencontre des cultures.

À découvrir sur : <http://www.erikrydberg.net/litpol>



La Bibliothèque George Orwell présente

par Justine Frigo, Arthur Tixhon, Jérôme Delnooz et Michel Recloux, bibliothécaires

▼ = coup de cœur des bibliothécaires

▼ • **Thomas Cadène et Christophe Gaultier, *La Tragédie brune*, Les Arènes, 2018, 20€**

Xavier de Hautecloucq est reporter français pour différents journaux dont *Le Petit Rapporteur* et *Gringoire* qui l'envoie en 1933 en Allemagne devenue nazie. Son récit publié en 1934 aux éditions de la Nouvelle Revue Critique est un témoignage extralucide sur le nazisme, il y annonce toutes les dérives du régime et il vaudra à l'auteur de se faire empoisonner par la Gestapo en février 1935 et de mourir quelques semaines plus tard en France. Les auteurs retracent ici de main de maître son voyage en 1933. La bande dessinée est suivie du premier chapitre du livre de Xavier de Hautecloucq.



• **Liridon Lika, Audrey Weerts, Sophie Wintgens et Justine Contor (dir.) *Frontières. Approche multidisciplinaire*, Presses Universitaires de Liège, 2018, 25€**

Les frontières vues ici d'un point de vue académique multidisciplinaire alliant science politique et sociologie. Huit contributions abordant des frontières en Europe, des frontières culturelles (le *fail safe* dans le cinéma américain, par exemple) et aussi des frontières ethniques (l'immigration, le peuple du Front national français, l'art et l'ethnicité...). Un livre s'essayant à franchir les frontières des disciplines universitaires.



• **Félicité Lyamukuru, Nathalie Caprioli, *L'ouragan a frappé Nyundo*, Éditions du Cerisier, 2018, 14,50€**

Le témoignage d'une rescapée du génocide des Tutsis écrit 21 ans après les faits. Lors d'un voyage au Rwanda, un moment fort, celui de sa rencontre avec son bourreau, Giovanni qui a été condamné à perpétuité. « Au final, je suis au regret de me demander pourquoi, vingt et un ans plus tôt, nous n'avons pas pu démystifier Giovanni. En prison, il m'est apparu tel un minus. Il n'a rien d'impressionnant, ni d'imposant, il est juste normal. Mon grand frère, sportif et bien bâti, aurait pu le mettre à terre d'une chiquenaude. Les tueurs ont fait la loi et nous les avons laissés faire; ils ont rugé et nous nous sommes tus. Nous nous sommes laissés mener comme des brebis sans rien contrarier de leur plan [...] Si le sort de Giovanni reposait entre mes mains, que déciderais-je? La colère pourrait me pousser à tuer, mais au fond de moi, je sais que je ne veux pas sa mort. Je suis peut-être plus méchante : je voudrais qu'il me voie vivre tous les jours avec mes enfants. Je lui montrerais combien il a raté son objectif car nous sommes là ! »



▼ • **Adeline Regnault, *À 18 ans demandons l'impossible : mon journal de MAI 68*, Casterman, 2018, 12€**

Écrit sous la forme d'un journal intime, le lecteur suit la vie de Madeleine, jeune fille de 18 ans et étudiante à la Sorbonne. En cette période charnière de Mai 68 où les étudiants descendent dans la rue pour y manifester, Madeleine nous fait vivre les événements de l'intérieur. Dans cette France où la majorité est à 21 ans, les étudiants doivent redoubler d'imagination pour faire entendre leur voix. Le livre, riche et complet, ne reste pas sous le « prisme étudiant » et nous montre que d'autres personnes rejoignent cette révolte de la jeunesse (les femmes, les ouvriers...). De la montée des protestations aux affrontements, ce livre nous fait vivre (ou revivre !) Mai 68 comme si nous étions !



• **Marc Bernard, *Faire front : les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934*, La Fabrique, 2018, 12€**

Tout commence par une autre date, celle du 6 février 1934 où les ligues fascistes et la droite manifestent à Paris suite à l'affaire Stavisky (magouille économique-politique). Une des conséquences de cette journée est pour la gauche un premier appel à manifester le 9 février puis une seconde journée le 12 février qui verra un début d'union des gauches socialistes et communistes, impensable à cette époque (est-elle seulement possible aujourd'hui ?) par la base. Marc Bernard a participé à ces journées et son texte est de l'histoire immédiate, écrit dans le feu de l'action et imprimé le 15 mars 1934. L'introduction de Laurent Lévy en fait une analyse et une présentation bienvenue.



• **Julien Wosnitza, *Pourquoi tout va s'effondrer*, Les Liens qui Libèrent, 2018, 9,50€**

Manifeste du collapsus écologique, c'est-à-dire de la fin de notre civilisation. C'est un appel à sortir du système capitaliste qui détruit la vie sur Terre, nous compris. « Dans la culture japonaise existe le concept d'ikigai, l'équivalent de la "joie de vivre". Il s'agit pour chacun de trouver une activité qui lui plaît, pour laquelle il est doué, qui soit bénéfique au monde et qui permette de subvenir à ses besoins ». Serait-ce la solution ?



• **Mazyar Khoojinian, *Les Turcs à la mine*, EME, 2018, 39€**

Ce livre retrace l'immigration turque, de 1956 à 1970, venue pour extraire le charbon du sol belge. Cette brique académique fait le tour de la question : des premières tentatives de recrutement aux logement des familles turques à Bois-du-Luc, de l'immigration turque en tant que problème public au facteur islamique, etc. Pour lecteur intéressé. « On ne s'y retrouve pas / Quand on est dans le fond / Ah, quelle confusion / Car on entend toutes les sortes de jargons » (Chanson *Les Turcs* composée par trois ingénieurs de charbonnage en 1965)



▼ • **François Bégaudeau, *La Bonne Nouvelle, Les Solitaires intempestifs*, 2018**

« La pièce s'interroge sur les affects libéraux. De ce fait que le libéralisme a tenu ? Et qu'est-ce qui tient les gens quand ils activent le libéralisme ? Nous sommes tous plus ou moins, des agents du libéralisme. On va constituer des figures, des personnages qui ne seront pas des espèces de machines à produire de la théorie libérale mais plutôt des gens traversés par l'affect libéral » (extrait d'une interview donnée au Théâtre de la Colline en 2016). Et ça donne une pièce comique, contre-point humoristique de cette idéologie, cette religion économique mortifère.



• **Elikia M'Bokolo et Julien Truddaïu (dir.), *Notre Congo / Onze Congo : la propagande coloniale belge dévoilée*, CEC, 2018, 20€**

Nouvelle édition du catalogue de l'exposition éponyme, il fait le tour de l'histoire coloniale belge au Congo de 1884 à l'indépendance. Avec comme point de vue la propagande d'État. Celle-ci a façonné notre vision du noir, des stéréotypes qui existent encore aujourd'hui. Le livre est riche en illustrations et est accompagné d'un DVD reprenant un film, des extraits sonores de la radio, des images et des interviews de colonisateurs et de colonisés.



• **Rudi Miel, Fabienne Pigière, Paolo Grella, *Libertalia, tome 2. Les murailles d'Éden*, Casterman, 2018, 14€**

Création de la ville Libertalia, sur l'île de Madagascar, par Misson, Carracioli et les hommes libres du Victoire. Un havre de paix et de liberté dans ce XVII^e siècle. Ce deuxième tome du triptyque décrit le fonctionnement de la ville, quelle utopie elle porte en elle mais aussi tous les problèmes inhérents à cette « culture humaine » qui veut que l'homme domine son prochain plutôt que d'être solidaire. De l'idée à la réalité d'un monde d'entraide, il y a encore du chemin.



• **Augustin Lebon, Hugo Poupelin, *Résilience, tome 2. La vallée trahie*, Casterman, 2018, 15,50€**

Adam, Agnès et Ellen trouvent le chemin vers la vallée de la Résilience. Vallée paradisiaque où le vert pousse et nourrit les hommes et les femmes qui le cultivent. Mais un espion trahit la position de la vallée. L'expulsion de la vallée ressemble à s'y méprendre à l'expulsion des zadistes de Notre-Dame-Des-Landes. Serait-ce une bande dessinée prophétique ? ou bien simplement réaliste qui dénonce l'accaparement des richesses du monde pour une poignée de personnes, quitte à laisser les autres mourir à petit feu ?



• **Les théories du complot, Wolu-Services asbl (éd.), 2016**

Gare à vous, gens du peuple, pendant que vous regardez ailleurs, les reptiliens ont réussi à nous faire croire que les dinosaures existent et un nouvel ordre mondial est sur le point d'être établi ! La 4^e édition des 24 heures BD de Woluwe-Saint-Lambert a donné naissance à un projet original qui s'attaque aux théories du complot avec humour et originalité. À travers les différentes planches imaginées et illustrées par les participants, on aborde les techniques utilisées par les théoriciens du complot et leurs conséquences sur la société. À noter la présence d'un petit dossier qui donne des outils pour lutter contre ces discours. Ce document est disponible gratuitement sur demande: vferry@ulb.ac.be



▼ • **Justine Brabant, Annick Kamgang, *Lucha : chronique d'une révolution sans armes au Congo*, La Boîte à Bulles, Amnesty International, 2018, 16€**

« L'histoire du Congo, c'est l'histoire de notre quotidienne vie. L'histoire du nouveau Congo, c'est celle de notre courage. Le pouvoir est dans nos mains. L'espoir c'est nous ». Tel est le message que les militants du collectif Lucha essaient de diffuser depuis 2012 en RDC. Voici déjà 5 ans que Fred, Rebecca, Micheline, Luc, et les autres, ont décidé de s'organiser collectivement et horizontalement, sans leader, sans parti, pour dénoncer et combattre la corruption, le manque d'accès aux ressources, l'impunité... Une lutte par l'action de désobéissance civile, pour prendre le contrepied de cette violence qui gangrène tant leur pays. Depuis, la répression des autorités ne cesse de s'abattre sur eux... surtout depuis leurs mobilisations contre le maintien au pouvoir de Joseph Kabila. Mais rien ne semble y faire : la Lucha a essaimé dans le pays, et est devenue un mouvement citoyen, sans compter les liens tissés à l'international avec d'autres groupes africains. Cette BD nous raconte son histoire, un portrait pluriel, à l'image de tous ses membres. Une lueur d'espoir toujours allumée !



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Élite

À propos de Mai 68, s'adressant aux étudiants contestataires, Eugène Ionesco déclara : « Demain vous serez tous notaires. » Et, en ce qui regarde les mêmes événements, il avait ajouté : « Je me souviens de Mai 68 comme d'une pièce de boulevard. Mais avec des pavés qui volent ! »

Cette propension à ne voir dans la révolte étudiante et lycéenne qu'un psychodrame de « fils de bourgeois » – pour le Parti communiste français et la CGT – ou qu'une « illusion lyrique » – selon le mot de Raymond Aron – est loin d'avoir disparu, toutes proportions gardées. Aujourd'hui en effet, il n'est pas rare d'entendre des procureurs, et pas seulement dans la droite identitaire, instruire un procès rétrospectif en direction des jeunes révoltés de l'époque, Daniel Cohn-Bendit en tête. Animés d'une pitoyable incohérence politique, ils auraient tout au plus jeté leur gourme avant d'emboîter le pas, en bons héritiers, à leurs parents dotés d'une position sociale enviable. Et même, suprême infamie, contribué à mettre sur orbite le néolibéralisme...

Il est vrai qu'« en 1967, seulement un peu plus de 15 % d'une classe d'âge passe son bac¹ ». C'est dire combien la jeunesse qui manifestait dans les rues de Paris et des villes de province en ce mois d'intense effervescence constituait une élite privilégiée, différente à tout prendre de celle des milieux populaires, préoccupée par d'autres urgences matérielles ou d'emploi.

Et pourtant, les salariés ne sont pas demeurés en reste. En 1967 déjà, la Normandie connaissait l'éclosion de grèves dites « sauvages ». L'année suivante, le 8 mai, une grande mobilisation dans l'Ouest voit se côtoyer agriculteurs, ouvriers et étudiants. Le 15, c'est le monde des usines qui entre en scène : à Bouguenais, près de Nantes, chez Sud-Aviation ; à l'usine Renault de Cléon, en Seine-Maritime. Ce sont là des mouvements, avec occupation des entreprises et souvent séquestration de patrons, qui ont démarré en dehors des appareils syndicaux, même si ceux-ci se sont vite évertués à prendre le train en marche, de quoi pouvoir le contrôler un tant soit peu. La suite est connue : dans la foulée du mot d'ordre lancé par Georges Séguy, de la CGT, la France va connaître la plus grande grève générale de son histoire, laquelle débouchera sur les accords de Grenelle, d'abord rejetés par les travailleurs de Renault-Billancourt.

Autre caractéristique, et non des moindres : ce sont des jeunes ouvriers qui, en règle générale, ont été à la source des débrayages. Preuve de ce que, dans la génération des *baby boomers*, la contestation des autorités en place – parents, professeurs, patrons, classe politique au pouvoir – a constitué un dénominateur commun. On peut évidemment aussi reconnaître dans les révoltes de 68 un flamboyant esprit libertaire, hérité des grandes frondes du passé et propre à la jeunesse mondiale du moment. Symptomatique à cet égard était le slogan « Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi ! ».

Les temps ont changé, certes, et le vieux monde nous a rattrapés et même dépassés. Il se pavane maintenant sous la livrée d'un capitalisme *über alles*, promouvant la réussite individuelle à tout crin et n'offrant aux populations apeurées par des lendemains incertains que les succédanés d'une consommation sans fin et sans sens.

En présence de cette société dépourvue d'une vision solidaire d'avenir, on aurait mauvaise grâce de déconsidérer celles et ceux qui, il y a cinquante ans, ont voulu « changer la vie », fidèles en cela au projet poétique et prométhéen d'Arthur Rimbaud. Et si, rompant avec les détracteurs systématiques de la « pensée 68 », on rendait enfin justice à la jeunesse étudiante, ouvrière et libertaire qui, en dépit de ses inadmissibles bourrasques de violence (« CRS SS ») mais avec sa surprenante créativité esthétique, avait commencé à mettre « l'imagination au pouvoir ». N'avait-elle pas ouvert une brèche pour un autre monde possible ?

Pourquoi refuserions-nous dès lors, au nom de je ne sais quelle condescendance, de reconnaître en elle une certaine élite ? Tout bien considéré, elle valait certainement l'élite sportive dont tant de médias nous rebattent, jusqu'à plus soif, les oreilles..... ••

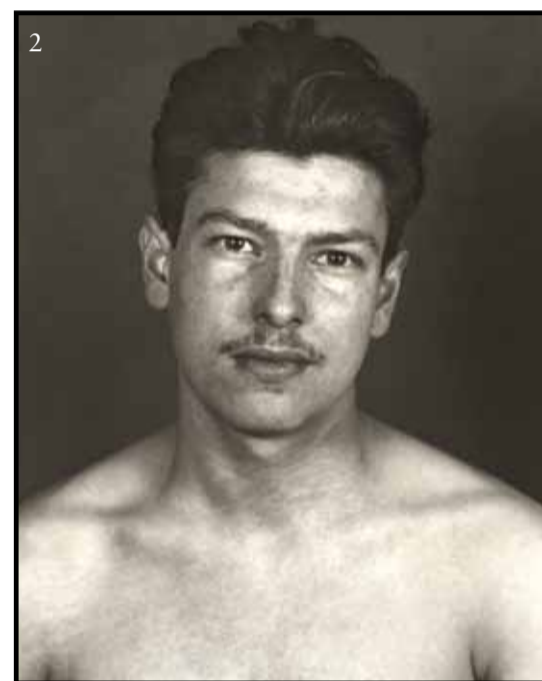
Expositions au Mémorial de la Shoah à Paris

par Jean-Louis Rouhart

De passage à Paris, ne manquez pas de visiter les deux expositions temporaires qui ont lieu au Mémorial de la Shoah respectivement jusqu'en septembre et décembre 2018.

La première exposition retrace l'œuvre du photographe allemand August Sander, né à Cologne, et rassemble, comme son titre l'indique (*Persécutés/persécuteurs des Hommes du XX^e siècle*), des clichés de « persécutés » (militants communistes, tziganes, prisonniers politiques, Juifs de Cologne) et de « persécuteurs » (membres des Jeunesses hitlériennes, soldats, officiers SS), réalisés entre 1920 et 1954. Les uns et les autres constituent des véritables documents mémoriels.¹ Les photographies des Juifs de Cologne datent des années 1938 et 1939, de l'époque où ces citoyens allemands allaient se faire photographier pour refaire leur pièce d'identité marquée de la lettre « J ». Quant aux photos des prisonniers politiques, elles sont de son fils Erich, arrêté par la Gestapo en 1934 pour son appartenance au Parti communiste allemand. Devenu le photographe carcéral de la prison de Siegburg, Erich Sander photographia ses compagnons de détention et parvint à sortir clandestinement de nombreuses photographies qui témoignent de la vie quotidienne au sein de la prison. Fidèle à son projet de catalogage de la société allemande contemporaine, August Sander prit également en photo des membres de la SA, de la SS et des Jeunesses hitlériennes en se focalisant sur les aspects humains de ces personnes plutôt que sur les fonctions qu'ils occupaient.

La deuxième exposition, intitulée *Beate et Serge Klarsfeld, les combattants de la mémoire (1968-1978)*, est consacrée à la biographie du couple Klarsfeld et à l'évocation des actions de ce couple qui ont « bouleversé le regard sur le nazisme et le génocide des Juifs en Allemagne et en France² ». On songe à l'intervention spectaculaire de Beate lors d'un discours du chancelier allemand Kiesinger, un ancien responsable nazi, au Parlement allemand en avril 1968 (« Kiesinger nazi, démissionne ! ») et à la gifle administrée par Beate à ce même Kiesinger lors d'un congrès de la CDU en novembre 1968. Ces événements, relayés par les médias, connaîtront un retentissement mondial et feront de Beate Klarsfeld, condamnée à une peine de prison, un symbole. L'exposition décrit l'engagement du couple Klarsfeld pour traquer les anciens nazis, stigmatiser la responsabilité des autorités françaises et faire reconnaître les droits des victimes à la réparation. Elle évoque la participation de Serge Klarsfeld en tant que partie civile et représentant des associations de victimes, notamment celle des « Fils et Filles des déportés juifs de France », aux procès engagés contre les anciens responsables de la persécution des Juifs en Allemagne et en France (Kurt Lischka, etc). Sont également exposées les nombreuses publications ayant servi à appuyer les actions du couple et parmi celles-ci les *Mémoires* de Beate et Serge Klarsfeld parus à Paris en 2013.



Crédits photos :

(1) August Sander, IV/23a/4, National-socialiste [Membre de la SS-Leibstandarte Adolf Hitler], c. 1940

© Die Photographische Sammlung/SK Stiftung Kultur – August Sander Archiv, Cologne; VG Bild-Kunst, Bonn; ADAGP, Paris, 2018. Courtesy of Gallery Julian Sander, Cologne and Hauser & Wirth, New York.

(2) Erich et August Sander, VI/44a/7, Prisonnier politique [Marcel Ancelin], 1943

© Die Photographische Sammlung/SK Stiftung Kultur – August Sander Archiv, Cologne; VG Bild-Kunst, Bonn ; ADAGP, Paris, 2018. Courtesy of Gallery Julian Sander, Cologne and Hauser & Wirth, New York.

(3) Beate et Serge Klarsfeld viennent perturber les obsèques de Xavier Vallat, ancien commissaire général aux questions juives et figure de l'extrême-droite antisémite, à Pailharès. 8 janvier 1972.

Photo Elie Kagan/BDIC



1 Claire Bommelaer, « August Sander met la République de Weimar sur pause », *Le Figaro*, 4 mai 2018, p. 28.

2 Mémorial de la Shoah, *Beate et Serge Klarsfeld, les combattants de la mémoire (1968-1978)*, sous <http://www.memorialdelashoah.org/evenements-et-expositions/expositions/expositions-temporaires.html>, consulté le 11 mai 2018.

1 Alain Badiou, *On a raison de se révolter. L'actualité de Mai 68*, Paris, Fayard, mai 2018, p. 21.

La vision complotiste de l'extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Le complot judéo-maçonnique, agrémenté d'une forte dose d'anticommunisme, est un grand classique de l'extrême droite. Cette vision du monde complotiste peut prendre plusieurs formes différentes selon les pays et les époques tout en gardant la même trame générale.

Un parcours une nouvelle fois très « classique »

Henry Coston (20 décembre 1910 - 26 juillet 2001) est une figure importante de l'extrême droite française dont le parcours montre la continuité des années 30 à aujourd'hui¹. Il commence très jeune à militer au sein de l'Action Française² mais prend ses distances dès 1930 pour fonder « Jeunesses anti-juives », dont le programme comportait l'exclusion des Juifs de la communauté française et la spoliation de leurs biens. Reprenant les thèses et l'héritage d'Édouard Drumont³, il relance *La Libre parole* en 1936 et tentera, comme ce dernier l'avait fait, de se faire élire à Alger. À partir de ce moment, Coston est partie prenante d'une série de mouvements particulièrement radicaux comme le Parti National Populaire, où l'on retrouve notamment Ploncard D'Assac⁴. Après un bref passage au sein du parti franciste de Marcel Bucard, Coston rejoint dès 1934 les mouvements pro-nazis, ce qui lui vaut les attaques de la frange d'extrême droite germanophobe⁵, telle l'Action Française. Avant la guerre il rejoint le PPF de Doriot⁶. Collaborateur de la première heure, il s'implique principalement dans les officines de propagande antisémite et antimaçonnique où il publie notamment avec Georges Montandon⁷. La fin de la guerre le voit suivre les nazis dans leur retraite. Il est finalement arrêté en Autriche en 1946 et condamné en 1947 aux travaux forcés à perpétuité sur l'île de Ré avec de nombreux autres pétainistes. Il recouvre la liberté dès le début des années 50 et reprend ses activités d'écrivain au sein de diverses publications d'extrême droite⁸ dont *Jeune Nation*, *Défense de l'Occident*, *Présent...* où il côtoie notamment Alain de Benoist⁹. Si lui-même se garde de franchir la ligne du négationnisme, il participe à la diffusion de celui-ci via sa maison d'édition La Librairie Française (qui sera reprise par Jean-Gilles Malliarakis, personnalité de la tendance solidariste de l'extrême droite¹⁰).

Auteur prolifique, on doit à Coston des ouvrages comme : *Les 200 familles au pouvoir*, *Le dictionnaire de la politique française* ou encore *Les financiers qui mènent le monde*. À sa mort, le site Internet d'extrême droite « Unité radicale » écrira dans le style euphémiste de l'extrême droite contemporaine que ce « très vieux combattant de la France française (...) luttait depuis 1928 contre les lobbies ethniques ou philosophiques » et qu'il n'« avait jamais abandonné le combat¹¹ », tandis que Bruno Gollnisch (délégué général du Front National¹²) dira : « Monsieur Coston nous a montré le chemin du travail patient et essentiel de l'archiviste mais aussi de l'exceptionnel analyste qu'il était. Il restera pour nous une référence indispensable pour notre famille de pensée, gagnée, elle aussi, par l'oubli et le déracinement. Il a accumulé par son œuvre des munitions intellectuelles qui serviront à d'autres après lui¹³. » Des personnes comme Philippe Randa, connu des Liégeois pour avoir tenté d'implanter une librairie d'extrême droite en plein centre-ville, se revendiquent clairement de son héritage¹⁴.

Un complotisme qui jette toujours le doute

Dès l'avertissement, le ton de l'ouvrage est donné : « Ce reprint reproduit le texte de la brochure que j'ai publiée en avril 1963. C'est à la demande de nombreux lecteurs que je fais cette réédition. L'ouvrage était en effet épuisé. La documentation que ce livre contient n'a pas vieilli : plus que jamais, les oligarchies financières ont partie liée avec la gauche et l'extrême gauche¹⁵. » Nous y reviendrons, mais la cible principale est comme toujours la gauche, surtout communiste. Dans cette même cohérence avec les thèses habituelles de l'extrême droite, on retrouve une critique de la révolution française et une défense de la monarchie comme



le système politique naturel : « Pour bien comprendre la situation dans laquelle se débattait ce souverain débonnaire, bientôt dépassé par les événements, il convient de se souvenir que selon les principes chrétiens sur lesquels reposait la civilisation européenne, la Terre et ses fruits appartiennent à Dieu. Les Monarques de la Chrétienté n'étaient, en quelque sorte, que les délégués du Très-Haut sur la planète, chargés de veiller à ce que chacun de leurs sujets reçût une part équitable des biens de ce monde¹⁶. »

Pour Coston, les causes de la Révolution sont claires. Il rappelle que Necker¹⁷ est un étranger et que : « Loin d'être spontanée, la Révolution fut minutieusement organisée par ces sociétés de pensée qui répandaient, dans la bourgeoisie et la noblesse,

les idées et les mots d'ordre d'une maçonnerie fortement organisée. (...) Les maçons n'étaient pas les seuls à comploter la fin du Régime absolu et la mort de Louis XVI. Les financiers, entre autres, étaient tout aussi acharnés à la déchéance d'un pouvoir dont la vigilance contrariait leurs plans¹⁸. » Pour asseoir son propos, l'auteur se base sur des sources classiques pour le champ de l'extrême droite : « Rivarol, dont les Mémoires demeurent un document de premier ordre sur les événements qui marquèrent l'époque, affirme que certains banquiers, en particulier Boscary, président de la caisse d'Escompte, auraient largement facilité la rébellion qui se préparait¹⁹. » Ce que Coston décrit au niveau de la Révolution française, il le reprend concernant l'indépendance de l'Algérie : « La "Révolution" du 13 mai, qui s'était faite contre les "bradeurs", avait tout bonnement livré la France aux grands bénéficiaires de cette "braderie"²⁰, renvoyant vers son ouvrage *Le retour des 200 familles* pour la démonstration du soutien de la haute finance à « l'indépendance des peuples africains ».

Jeter la confusion pour développer un discours antisémite, antimaçonnique et anticommuniste.

La technique de Coston, c'est de prendre un fait ou un ouvrage qui peut jeter le doute sur « l'histoire officielle » et à partir de cela d'amener tout un raisonnement appuyant sa thèse du complot. Le côté particulièrement vicieux étant qu'après un long développement, il prend la précaution de dire que les choses sont peut-être plus complexes et, de manière très insidieuse, de laisser soi-disant le libre arbitre aux lecteurs. On peut donc parler pour Coston de confusionnisme. Aujourd'hui, nombre de publications émanant de l'extrême droite sur les réseaux sociaux jouent de cette technique. Un exemple sur le nazisme, où il décrit un opuscule qui explique comment des banquiers américains, par anticommunisme, ont financé Hitler : « Après la guerre, outre M. Jenneth Goff qui écrivit une brochure pour expliquer que Hitler avait été l'instrument d'une conjuration juive, Mrs L. Fry, auteur de nombreuses publications antisémites, en particulier sur les "protocoles des sages de Sion", s'intéressa à cette ténébreuse affaire²¹. » On notera ici encore que Coston s'appuie sur des écrits de sa tendance, la pensée d'extrême droite s'autonourrissant. Et, continuant le propos : « Faut-il voir, dans cette publication, une manœuvre politique ? Certains le pensent, en tout cas, et ils accusent les amis de M. Otto Strasser, évincé du Parti national-socialiste par Hitler, d'avoir monté l'opération de toutes pièces. Ils font remarquer que cette mystification – si c'en est une – nuisait aux capitalistes juifs et américains (p.37) autant qu'à Hitler. Or, M. Otto Strasser, resté foncièrement national-socialiste, antisémite et anticapitaliste, était violemment opposé à Hitler et au NSDAP. Son Front Noir dirigé de l'étranger depuis 1933, trouvait son compte dans une affaire qui discréditait à la fois ses ennemis de toujours et ses anciens amis. Mais, là aussi, aucune preuve n'est apportée. Si nous nous sommes un peu étendus à propos de ce livre hollandais, c'est parce qu'il nous a semblé impossible, dans une étude sur les commanditaires capitalistes du Parti National-Socialiste allemand, de ne pas publier toutes les pièces du

dossier. Au lecteur, maintenant, de se faire une opinion et de conclure²². » Notons que Coston tient en note de bas de page à s'étonner que les financiers n'aient pas été inquiétés lors du procès de Nuremberg, orientant ainsi la conclusion : « les "financiers" du mouvement bénéficièrent, eux, d'une surprenante (pas pour nous) indulgence des vainqueurs²³. » Les attaques de l'auteur se font tout azimut et il règle aussi des comptes en interne de son courant politique, dénonçant le financement du PSF de De La Rocque²⁴.

Coston, comme de nombreux auteurs d'extrême droite, aime à dénoncer le capitalisme, mais un capitalisme « cosmopolite », dont les principaux acteurs seraient « israélites » : « La banque israélite soutenait plus volontiers les partis, les journaux et les candidats de la gauche. L'industrie lourde réservait ses subsides aux organisations centristes et conservatrices²⁵. » De même, il profite de son ouvrage pour attaquer Léon Blum dont il souligne évidemment qu'il était « issu d'une riche famille israélite²⁶ ». Il reconnaît ensuite combien la lutte contre le communisme sera la lutte prioritaire dans les années 30, évoquant le cas italien : « Le grand capital, pour qui la démocratie était le meilleur des régimes, commence à douter des avantages qu'il peut désormais lui procurer. Il en arrive à penser qu'il vaudrait peut-être mieux perdre quelque chose avec les fascistes que tout avec les communistes²⁷. » Et de compléter : « Les grands industriels qui ont aidé le fascisme en Italie ont naturellement pensé qu'ils pourraient le manœuvrer et l'utiliser à leur gré. Il est évident que les trusts qui subventionnèrent Mussolini ne songeaient pas, au début, à le pousser au pouvoir. Ils comptaient surtout se servir des milices fascistes pour contenir la poussée socialo-communiste²⁸. »

Coston conclut son livre en mentionnant la pensée de Maurice Bardèche²⁹, inscrivant ainsi parfaitement son étude dans une lignée politique claire : celle d'une extrême droite dont les fondements restent les mêmes d'hier à aujourd'hui.

- 1 Les nombreuses références ci-dessous à de précédents articles de notre chronique démontrent combien Coston est au cœur de ce courant politique.
- 2 Voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-septembre 2005.
- 3 Voir « Un populisme du 19^e siècle » in *Aide-mémoire* n°29 de juillet-septembre 2004.
- 4 Voir « La préparation de la reconquête idéologique » in *Aide-mémoire* n°42 d'octobre-décembre 2007.
- 5 Voir « Un résistant d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°67 de janvier-mars 2014.
- 6 Voir « L'anticommunisme d'un transfuge » in *Aide-mémoire* n°59 de janvier-mars 2012.
- 7 Voir « Antisémisme et anticommunisme. Les deux mamelles de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°63 de janvier-mars 2013.
- 8 Voir « La cohérence d'un engagement » in *Aide-mémoire* n°40 d'avril-juin 2007.
- 9 Voir « Le Gramsci de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°78 d'octobre-décembre 2016.
- 10 Voir « Plongée chez les radicaux de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°76 d'avril-juin 2016.
- 11 Cité par *L'Obs* dans l'article annonçant le décès de Coston. (<https://www.nouvelobs.com/societe/20010802.OBS7082/henry-coston-est-mort.html>).
- 12 Voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56 d'avril-juin 2011.
- 13 <http://www.chire.fr/A-188952-henry-coston-1911-2001.aspx>
- 14 <http://eurolibertes.com/histoire/infatigable-henry-coston/> Voir « La chine nationaliste n'est pas que celle de Tchong Kai-Chek » in *Aide-mémoire* n°71 de janvier-mars 2015.
- 15 Coston Henry, *La Haute finance et les révolutions*, Paris, Publications Henry Coston, 1987, p.5.
- 16 P.55.
- 17 Jacques Necker (1732-1804), était suisse d'origine et le « ministre des Finances » qui convoqua les États généraux en 1789.
- 18 P.51.
- 19 P.62. Rivarol, de son vrai nom Antoine de Rivaroli est un pamphlétaire royaliste d'origine piémontaise (ce qui n'est pas sans ironie). Son nom sera donné en 1951 à un « hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne » qui existe toujours et qui est un des périodiques (avec *Minute*, *Valeurs actuelles*, *Présent...*) pivot de l'extrême droite française.
- 20 P.87 Voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55 de janvier-mars 2011.
- 21 P.31. Sur le Protocole : « Un échec voué au succès. Les protocoles des sages de Sion » in *Aide-mémoire* n°18 de juillet-septembre 2001.
- 22 Pp.36-37.
- 23 Note p.37.
- 24 Voir « Travail – Famille – Patrie » in *Aide-mémoire* n°49 de juillet-septembre 2009.
- 25 P.18.
- 26 P.72. Léon Blum (1872-1950) est une figure socialiste française honnie par l'extrême droite surtout depuis qu'il a dirigé le Front Populaire. Son procès à Riom intenté par Vichy tournera au fiasco pour le régime pétainiste. Il survivra à sa déportation à Buchenwald et reprendra brièvement ses activités politiques après la Libération.
- 27 P.9.
- 28 P.10.
- 29 Voir « Quand le relativisme sert à masquer le négationnisme » in *Aide-mémoire* n°34 d'octobre-décembre 2005, et surtout « Le fascisme n'a pas confiance dans le peuple » in *Aide-mémoire* n°53 de juillet-septembre 2010.



LA PREMIÈRE
SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes
Aiseau-Présles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhé, Ans, Anthistes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farcennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Horton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmédy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sily, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot du Président

Par Jérôme Jamin

Pour la première fois au Parlement de la Communauté française, des députés ont déposé une proposition de résolution visant à accroître la sensibilisation aux dangers des extrémismes et des populismes et plus particulièrement à ceux de l'extrême gauche¹. Si on met de côté le caractère potentiellement électoraliste de cette proposition qui arrive juste avant plusieurs scrutins importants en 2018 et en 2019, le texte est fécond et il mobilise des questions auxquelles notre association a souvent été confrontée.

Qu'est-ce qui justifie une sensibilisation à certains crimes graves commis dans le passé et pas (ou peu) à d'autres crimes ? Il y a d'abord et surtout le lien géographique : les États sont amenés à s'intéresser prioritairement aux événements qui se sont passés sur leur propre territoire. Il y a ensuite, éventuellement, le lien au niveau de la responsabilité d'un État, par exemple lorsqu'un État par le passé a soutenu vigoureusement un autre État responsable de crimes graves. Et enfin, il y a le lien entre une partie de la population dans un État et des crimes graves commis à l'étranger.

Ce qui précède explique pourquoi la pédagogie autour du nazisme et de la collaboration est beaucoup plus importante chez nous que le souvenir des crimes contre l'humanité commis sous Staline en Russie ou Pol-Pot au Cambodge (lien géographique). Ce qui précède explique également pourquoi la France consacre autant d'énergie à essayer de comprendre le régime de Vichy qui non seulement a vivement collaboré avec les nazis mais de surcroît a fait preuve d'un zèle particulier lorsqu'il s'agissait de priver les Juifs de leurs droits et de les envoyer vers les camps de concentration et d'extermination (lien au niveau de la responsabilité d'un État vis-à-vis d'un autre). Ce qui précède explique enfin pourquoi en Belgique, dans certaines villes, on commémore le génocide des Tutsis au Rwanda et on condamne le négationnisme de ceux qui prétendent qu'il ne s'agit pas d'un génocide mais d'une guerre suivie de massacres et de contre-massacres (lien entre une partie de la population belge et des crimes graves commis à l'étranger).

Ces liens qui expliquent le choix des crimes auxquels les États sont amenés à sensibiliser leurs populations sont également tributaires des sources disponibles pour comprendre et faire œuvre pédagogique, et plus globalement du positionnement d'un État vis-à-vis de son passé. Le nazisme et la collaboration sont bien plus documentés en français que ne le sont la plupart des crimes

commis dans des régimes communistes (ouvrages, thèses de doctorat, reportages, témoignages, etc.). De plus, l'Allemagne, la France et la Belgique ont ouvert vis-à-vis de leur passé un débat public qui n'a pas d'égal en Russie ou dès la chute du bloc communiste, Vladimir Poutine a indiqué les dangers d'un tel débat pour la cohésion nationale².



Par ailleurs, des arguments plus politiques ou plus philosophiques pèsent sur tout ce qui précède. Si les fascismes et les communismes ont mené à la barbarie et à la terreur de masse, d'aucuns indiquent que les intentions au départ ne sont pas les mêmes. L'idéologie communiste parle d'une société sans classe et d'une égalité absolue entre les citoyens là où le national-socialisme signalait dès le début la nécessité de soumettre les peuples inférieurs au peuple des seigneurs, et de les exterminer si nécessaire. C'est d'ailleurs ce qui explique pourquoi s'il y a eu des camps de concentration partout, avec des conditions de vie inhumaines et un taux de mortalité énorme, les camps d'extermination étaient une particularité de la politique nazie. Doit-on juger ces régimes uniquement sur leurs intentions ou également sur leurs aboutissements ? Voire exclusivement sur les aboutissements sans distinction au niveau des intentions ? Peut-on vraiment les mettre sur un pied d'égalité ? Etc.

Si les Territoires de la Mémoire sont préoccupés par tous les crimes d'État provoqués hier et aujourd'hui, ici et à l'étranger, comme en témoignent de nombreuses expositions et la ligne éditoriale de la revue *Aide-mémoire*, l'association a aussi une histoire spécifique qui la guide dans une programmation et des actions ciblées. Fondée en 1993 par des anciens résistants belges qui ont connu la déportation sur notre territoire et ensuite les camps de concentration nazis à l'est de l'Europe, elle a vu le jour il y a 25 ans en réaction au retour de l'extrême droite sur la scène politique. Aux yeux des fondateurs, le souvenir de la barbarie nazie n'était pas assez vif dans l'opinion, et les ressemblances entre le présent et le passé devaient être rappelées. C'est comme cela que notre association est née, et plus tard notre exposition permanente consacrée à la déportation sous le régime nazi. ••

¹ Parlement de la Communauté française, 658 (2017-2018) – N°1. Les députés sont Fabian Culot, Marie-Françoise Nicaise et Nicolas Tzanetatos.
² Lire Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris : Babel, p.22 et sv.

Portez la Mémoire et construisez l'avenir

Devenez membre

et profitez entre autres des avantages suivants :

- La revue *Aide-Mémoire* à votre domicile
- L'entrée gratuite à l'exposition *Plus jamais ça !*
- Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir

Versez 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte
BE14 0682 4315 5583
Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE
CENTRE D'ÉDUCATION
RÉSISTANCE - CITOYENNETÉ

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.
Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831